

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité

Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

ITIE GUINEE

**COLLECTE, RÉCONCILIATION ET AUDIT DES FLUX DE
PAIEMENTS EFFECTUES PAR LES ENTREPRISES MINIERES ET
LES REVENUS PERCUS PAR LES ADMINISTRATIONS POUR
L'EXERCICE 2010**

Version finale

Août 2012



TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----------|
| RESUME DES CONSTATATIONS..... | 4 |
| Limitations aux travaux de réconciliation | 4 |
| Principales constatations des travaux de réconciliation | 5 |
| 1. INTRODUCTION..... | 8 |
| 1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) | 8 |
| 1.2 L'ITIE en Guinée | 10 |
| 1.3 Le contexte national du secteur extractif en Guinée | 11 |
| 2. OBJECTIFS ET CHAMP COUVERT PAR LA MISSION..... | 13 |
| 2.1 Objectifs de la mission | 13 |
| 2.2 Les secteurs miniers retenue dans le Référentiel ITIE | 13 |
| 2.3 Les sociétés minières faisant l'objet de la réconciliation | 13 |
| 2.4 Les centres de perception des paiements dus par les sociétés extractives..... | 14 |
| 2.5 Les flux et taxes soumis aux travaux de réconciliation..... | 15 |
| 2.6 Schéma de circulation des flux de paiement financiers..... | 18 |
| 2.7 Matérialité..... | 19 |
| 3. APPROCHE ET METHODOLOGIE..... | 20 |
| 3.1 Approche..... | 20 |
| 3.2 Méthodologie adoptée | 21 |
| 4. RESULTATS DES TRAVAUX..... | 24 |
| 4.1 Tableaux de réconciliation par société extractive | 24 |
| 4.2 Tableaux de réconciliation par nature de flux de paiement..... | 26 |
| 4.3 Les ajustements..... | 28 |
| 5. ECARTS DEFINITIFS NON RECONCILIES | 30 |
| 6. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR EXTRACTIF COUVERT | 32 |
| 6.1 Contribution des flux | 32 |
| 6.2 Contribution du secteur extractif par activité..... | 33 |
| 6.3 Contribution du secteur extractif par société | 34 |
| 6.4 Revenus déclarés dans le présent rapport ITIE au prorata des revenus du Gouvernement et du PNB..... | 35 |
| 7. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS..... | 36 |
| 8. CONCLUSIONS..... | 40 |
| ANNEXES | 41 |
| Annexe 1 : Tableaux de production déclarée par les sociétés extractives | 42 |
| Annexe 2 : Répartition des titres miniers par société extractive..... | 43 |
| Annexe 3 : Fiche signalétique des sociétés incluses dans référentiel ITIE..... | 44 |
| Annexe 4 : Tableaux de réconciliation par société | 45 |
| Annexe 5 : Formulaire de déclaration ITIE Guinée | 54 |
| Annexe 6 : Personnes contactées ou concernées par la réconciliation | 56 |

LISTE DES ABREVIATIONS

| | |
|--------|---|
| ANAIM | Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières |
| BCRG | La Banque Centrale de la République de Guinée |
| BNE | Bureau Nationale d'Expertise |
| CBG | Compagnie des Bauxites de Guinée |
| CBK | Compagnie des Bauxites de Kindia |
| CGI | Code Générale des Impôts |
| CNSS | Caisse Nationale de Sécurité Sociale |
| CRD | Communauté Rurale de Développement |
| DNPEIP | Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés |
| DGD | Direction Générale des Douanes |
| DNDIP | Direction Nationale de la Dette et des Investissements Publics |
| DNI | Direction Nationale des Impôts |
| DNT | Direction Nationale du Trésor |
| FOB | Sans Frais à bord (Free on Board) |
| ITIE | Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives |
| SNIM | Société Nationale des Infrastructures Minières |
| SAG | Société Ashanti Goldfields |
| SEMAFO | Société d'Exploitation Minière d'Afrique de l'Ouest |
| SMD | Société Minière de Dinguiraye |
| TA | Taxe d'Apprentissage |
| TCA | Taxe sur le Chiffre d'Affaires |
| TVA | Taxe sur la Valeur Ajoutée |
| RTS | Retenue à la Source sur les traitements de salaires |
| VF | Versements Forfaitaires |

RESUME DES CONSTATATIONS

La réconciliation des paiements et des recettes du secteur minier couvrant la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2010 a été conduite par les experts de Moore Stephens courant la période allant du 2 avril au 17 mai 2012 dans les locaux du Secrétariat Exécutif de l'ITIE Guinée.

La mission a été conduite en deux interventions:

- la première s'est déroulée durant la période allant du 2 au 5 avril 2012, ayant pour objectif la revue des formulaires de déclaration préparés par le Secrétariat Exécutif. Cette intervention a été clôturée par la proposition d'un nouveau formulaire de déclaration et par la tenue d'un atelier de formation au profit des parties prenantes dans le processus ITIE, ainsi que par l'envoi desdits formulaires aux entités retenues dans le référentiel ITIE ;
- la deuxième intervention s'est déroulée du 30 avril au 17 mai et a été dédiée aux travaux de réconciliation des paiements et des recettes minières déclarées par les parties prenantes. A la fin de cette intervention, un memorandum des principales constatations a été présenté au Secrétariat Exécutif lors d'une réunion tenue le 17 mai 2012.

Nos travaux de réconciliation ont été conduits conformément aux Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le Comité de Pilotage.

La mission consiste en la réconciliation et la revue détaillée des flux des paiements effectués par les sociétés minières tels que déclarés par ces dernières avec les recettes fournies par les différentes sociétés et administrations publiques en Guinée.

L'objectif ultime de cette réconciliation est d'aider le Gouvernement de Guinée et les différentes parties prenantes à déterminer la contribution du secteur minier au développement économique et social du pays ainsi que d'améliorer la transparence et la gouvernance dans le secteur.

Limitations aux travaux de réconciliation

- i. Le périmètre de conciliation ainsi que la martialité mentionnée dans le présent rapport sont issue des termes de référence et de la note de cadrage réalisée et adoptée par le Comité de Pilotage lors de sa session du 27 juin 2012. Cette note qui nous a été parvenue au cours de la mission et à la suite des réserves qu'on a émis par rapport à l'exigence ITIE n°9b, n'a pas été suffisamment étayée sur la base de données récentes et suffisantes sur le secteur minier pour le calcul du seuil de matérialité. En absence de base donnée mis à jour au niveau du Secrétariat Exécutif et compte tenue du retard accusé par certaines administrations pour la remontée de certains indicateurs sur le secteur ainsi que du calendrier contraignant pour la remise des rapports, nous n'avons pas pu conduire les diligences nécessaires pour s'assurer de l'exhaustivité du périmètre retenue au vu du seuil de matérialité tel que fixé dans le section 2.7 du présent rapport.
- ii. Les paiements effectués par certaines sociétés minières à la DGD ont été reportés sur la base des liquidations et non par déclaration ou quittance comme prévu dans les instructions de reporting.

Cette situation ne nous a pas permis de réconcilier lesdits paiements et d'analyser les écarts résiduels.
- iii. Les formulaires de déclaration préparés par la DNI n'ont pas inclus les paiements manuels encaissés au niveau des recettes des communes.

Cette situation a engendré des écarts par rapport aux paiements déclarés par les sociétés minières et ne nous a pas permis de réconcilier lesdits paiements et d'analyser les écarts.

- iv. Deux sociétés du secteur privé « Rusal Friguia » et « Rio Tinto » ont soumis de formulaires de déclaration. Toutefois, ces formulaires ne contiennent pas le détail des paiements déclarés conformément aux instructions de reporting.

L'absence du détail des paiements ne nous a pas permis de réconcilier lesdits paiements et d'analyser les écarts.

- v. La DNT, la DGD et la DNPEIP n'ont pas soumis de formulaire de déclaration pour la société « Rio Tinto ».

Par conséquent, les flux et taxes perçus de cette société n'ont pas pu être reportés dans le cadre du présent rapport.

- vi. Les revenus provenant de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant ont été retenus dans le périmètre de la réconciliation à travers la prise en compte du BNE et de la BCRG. Néanmoins, ces structures jouent le rôle de collecteurs pour le compte de l'Etat des flux de paiement provenant de la dite exploitation.

Cette situation ne permet pas de confronter les revenus reportés par ces deux structures avec les paiements effectifs des entités redevables des taxes à l'exportation de l'or et du diamant (Comptoirs d'achat du Diamant et les bureaux agréés d'exportation d'or).

- vii. Nous avons relevé lors des travaux de réconciliation l'existence d'opérations financières sous forme de prêts ou de gestion pour compte réalisées par la CBG avec l'Etat Guinéen. Ces opérations ont été ajustées chaque fois où les justificatifs nous ont été communiqués afin de neutraliser leurs impacts sur les flux de paiements provenant de l'activité minière.

Néanmoins, l'absence de justificatifs de certaines opérations de prêts n'a pas permis d'ajuster toutes ces opérations. Ceci a engendré l'existence d'écarts résiduels non apurés à la fin des travaux de réconciliation et qui sont détaillés dans la section 5 du présent rapport.

- viii. Nous avons relevé lors des travaux de réconciliation des paiements de la société « Rio Tinto » l'existence d'écarts entre les paiements déclarés au sein du formulaire soumis par la dite société et qui s'élèvent à l'équivalent de 4 Millions de USD¹ et les paiements déclarés en 2010 tel qu'il ressort du rapport intitulé « Taxes paid in 2010 » publié sur le site web du Groupe², soit (38 Millions de USD). Nous avons demandés des explications concernant le dit écart. Toutefois, nous n'avons reçu aucune réponse de la part de la Direction de la société.

Cette situation ne nous permet pas de s'assurer de l'exhaustivité des informations communiquées dans le formulaire de déclaration de la dite société.

Principales constatations des travaux de réconciliation

Les principales constatations de nos travaux sont les suivantes :

1. Sur un total de neuf (9) sociétés minières et organismes publics retenus pour les travaux de réconciliation comme entités payantes :
 - le BNE a soumis un état des revenus sans communiquer un formulaire de déclaration selon le modèle requis dans les instructions de reporting ; et
 - la BCRG a soumis un état récapitulatif des revenus et des taxes à l'exportation de l'Or sans communiquer un formulaire de déclaration selon le modèle requis dans les instructions de reporting.

¹ Les chiffres en USD ont été calculés en appliquant un taux moyen (1 USD = 5773.30 GNF)

² Source : http://www.riotinto.com/documents/ReportsPublications/RT_Taxes_paid_in_2010.pdf

2. Parmi les six (7) sociétés du secteur privé ayant soumis des formulaires de déclaration, trois (3) entités n'ont pas soumis de formulaires certifiés par un auditeur externe. Il s'agit de :
1. CBG; 2. SMD ; et 3. SEMAFO.
3. En ce qui concerne les entités et administrations publiques qui ont été retenues dans le référentiel ITIE :
- La CNSS a soumis une déclaration certifiée par son commissaire aux comptes ;
 - La DNT et la DNPEIP ont soumis des déclarations approuvées par le Ministre de l'Economie et des Finances ;
 - Le BNE a soumis une déclaration approuvée par le Ministre des Mines et de la Géologie ; et
 - La DNI et la DGD ont soumis des déclarations approuvées par le Ministre Délégué au Budget.
4. Le total des écarts positifs et négatifs entre les flux de paiement déclarés par les sociétés extractives et les organismes de l'Etat perceuteur desdits flux s'élevait au titre de l'exercice 2007 avant les travaux de réconciliation, respectivement à **507 835 739 095 GNF (88 576 521 USD)** et **(693 758 198 917) GNF (-121 005 048 USD)** , se détaillant comme suit :

| | Total déclaré par les sociétés extractives | Montant perçu par l'Etat | Ecart positif constaté | Ecart négatif constaté |
|---|--|--------------------------|------------------------|--------------------------|
| Total des paiements déclarés en GNF | 1 275 041 140 787 | 1 460 963 600 609 | 507 835 739 095 | (693 758 198 917) |
| Total des paiements déclarés en USD* | 222 392 203 | 254 820 730 | 88 576 521 | (121 005 048) |

* Les chiffres en USD ont été convertis en appliquant un taux moyen (1 USD = 5 773,30 GNF)

5. A la fin des travaux de réconciliation, les écarts positifs et négatifs définitifs des flux de paiement s'élèvent, respectivement à **27 016 715 935 GNF (4 712 246 USD)** et **(26 677 886 175) GNF (-4 653 147 USD)**. Ces écarts se détaillent comme suit :

| | Total déclaré par les sociétés extractives | Montant perçu par l'Etat | Ecart positif constaté | Ecart négatif constaté |
|---|--|--------------------------|------------------------|-------------------------|
| Total des paiements déclarés en GNF | 1 262 152 554 513 | 1 261 813 724 753 | 27 016 715 935 | (26 677 886 175) |
| Total des paiements déclarés en USD* | 220 144 181 | 220 085 082 | 4 712 246 | (4 653 147) |

* Les chiffres en USD ont été convertis en appliquant un taux moyen (1 USD = 5 773,30 GNF)

Les ajustements effectués lors des travaux de rapprochement et les valeurs correspondantes sont détaillés dans la sous-section 4.3 du présent rapport.

6. L'écart compensé résiduel non réconcilié s'analyse comme suit :

| | Ecart résiduel sur flux de paiements (GNF) |
|--|--|
| Déclarations non communiquées par les sociétés extractives | (8 052 070 188) |
| Déclarations non communiquées par l'Etat | 7 563 763 202 |
| Ecart sur déclarations soumises | 827 136 746 |
| Total différences | 338 829 760 |

Les écarts définitifs constatés par taxe et par société minière sont détaillés dans la section 5 du présent rapport.

7. Le total des paiements au titre de contributions volontaires aux projets sociaux reportés par les sociétés extractives au titre de l'exercice 2010 s'élèvent à **12 804 665 961 GNF** et se détaillent comme suit :

| | Total paiements déclarés (GNF) |
|--|--------------------------------|
| CBG | 6 770 584 997 |
| SAG | 6 002 080 964 |
| CBK | 32 000 000 |
| Total des paiements sur projets sociaux | 12 804 665 961 |

Tim Woodward
Associé
Moore Stephens LLP

150 Aldersgate Street
London EC1A 4AB

2 Août 2012

1. INTRODUCTION

1.1 Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE)

1.1.1 Création

La création de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) a d'abord été annoncée lors du Sommet Mondial pour le Développement Durable à Johannesburg en 2002 (le Sommet de la Terre 2002) et a été lancée officiellement à Londres en 2003. Elle a été fondée sur la reconnaissance du fait que malgré que le pétrole, le gaz et les ressources minérales puissent aider à élever le niveau de vie à travers le monde, cela peut souvent conduire à la corruption et à des conflits ainsi qu'une baisse de la qualité de vie des populations dans les pays où la gestion de ces ressources est inadéquate.

En conséquence, l'initiative vise une meilleure transparence par la publication des paiements des taxes et impôts des sociétés opérant dans le secteur minier et la divulgation par les organisations gouvernementales des recettes provenant de ces sociétés. L'ITIE a donc favorisé une meilleure gestion de ces ressources dans les pays riches en pétrole, en gaz et en ressources minérales et vise à réduire le risque de détournement des fonds générés par l'exploitation des ressources de l'industrie extractive des pays. Ceci est réalisé à travers la coopération entre les gouvernements, les entreprises du secteur minier, les groupes de la société civile, les investisseurs et les organisations internationales.

Il y a une structure officielle pour l'admission des pays dans l'ITIE dans laquelle les Gouvernements, désirant une admission pour devenir un candidat ITIE, doivent répondre à cinq exigences :

1. Le gouvernement doit effectuer une déclaration publique, sans équivoque, de son intention de mettre en œuvre l'ITIE ;
2. Le gouvernement doit s'engager à travailler avec la société civile et les entreprises pour mettre en œuvre l'ITIE ;
3. Le gouvernement doit nommer un haut responsable chargé de diriger la mise en œuvre de l'ITIE ;
4. Le gouvernement doit mettre en place un Groupe multipartite pour superviser la mise en œuvre de l'ITIE ; et
5. En consultation avec les parties prenantes clés de l'ITIE, le Groupe multipartite devra convenir et publier un plan de travail national chiffré contenant des objectifs mesurables et un échéancier de mise en œuvre, et comprenant une évaluation des contraintes de capacité.

Une fois accepté comme un candidat de l'ITIE, le pays essaiera par la suite de devenir un pays totalement conforme aux normes ITIE. Il s'agit de la nomination d'un administrateur « crédible et indépendant » et de la communication et la diffusion de l'information sur les paiements de pétrole, de gaz et des sociétés minières au gouvernement conformément aux normes (soumis aux contrôles du processus afin d'assurer que cette information est complète, compréhensible et précise). On accorde aux pays candidats un délai raisonnable (généralement de 30 mois) pour devenir un membre conforme aux normes ITIE.

Actuellement, 60 des plus importantes sociétés du monde opérant dans le secteur pétrolier, de gaz et des ressources minières soutiennent et participent activement au processus de l'ITIE. Ceci est fait à travers des engagements au niveau international ou par des associations industrielles. En outre, l'ITIE a obtenu le soutien de plus de 80 institutions mondiales d'investissement qui gèrent collectivement plus de 16 Milliards de Dollars américains.

1.1.2 Principes généraux

L'ITIE établit une norme internationale permettant aux entreprises de publier les sommes qu'elles payent et aux gouvernements de divulguer leurs revenus.

Environ 3,5 milliards de personnes vivent dans des pays riches en pétrole, gaz et minerais. Avec une bonne gouvernance, l'exploitation de ces ressources peut générer des revenus importants pour promouvoir la croissance et diminuer la pauvreté. Cependant, lorsque la gouvernance est faible, elle peut conduire vers la pauvreté, la corruption et le conflit. L'ITIE vise à renforcer la gouvernance en améliorant la transparence et la responsabilité dans le secteur des industries extractives.

L'objectif de l'initiative est de veiller à une meilleure gouvernance dans les pays riches en ressources à travers la vérification et la publication complète des paiements effectués par les entreprises et des revenus perçus par les gouvernements provenant du pétrole, du gaz et des minerais.

L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes venant de la société civile, d'investisseurs et d'organisations internationales. En 2005, l'ITIE a mené une consultation prolongée et exhaustive pour tracer l'avenir de l'initiative. Celle-ci a été réalisée par le Groupe international consultatif (GIC). Le GIC a produit un rapport contenant la structure de gouvernance, la méthodologie approuvée et la direction future de l'ITIE.

La méthodologie de l'initiative est robuste mais flexible qui garantit le maintien d'une norme globale dans les différents pays exécutants. Le Conseil d'administration de l'ITIE et le Secrétariat International sont les garants de cette méthodologie. Cependant, chaque pays doit élaborer son propre modèle de mise en œuvre. L'ITIE, en un mot, est une norme développée à l'échelle internationale qui favorise la transparence des revenus à l'échelle locale.

Le Livre source de l'ITIE fournit des conseils pour les pays et les entreprises qui souhaitent mettre en œuvre l'initiative. Les Règles de L'ITIE, comprenant le Guide de validation, établit la méthodologie que doivent suivre les pays pour devenir pleinement conformes à l'ITIE.

1.1.3 Avantages

L'implantation de l'ITIE apporte une gamme étendue d'avantages :

- Les gouvernements bénéficient de la mise en œuvre d'une procédure standardisée et reconnue internationalement pour la transparence dans la gestion des ressources naturelles. Avec des revenus pétroliers, gaziers et miniers grimpants, les attentes des citoyens sont à la hausse. La mise en œuvre de l'ITIE développe la capacité de gouvernance, améliore la crédibilité internationale, et affirme que le gouvernement est engagé à combattre la corruption.
- Le climat d'investissement est amélioré par la mise en œuvre de l'ITIE. L'engagement, à rapprocher les paiements des entreprises et les revenus des gouvernements suivant un procédé multipartite, indique une volonté de mettre en place la bonne gouvernance.
- Les entreprises profitent du climat d'investissement amélioré résultant de la transparence et d'une bonne gouvernance.
- La sécurité énergétique est améliorée pour les pays importateurs d'énergie qui bénéficient d'une meilleure stabilité dans les pays fournisseurs. Cette stabilité augmentée encourage les investissements à long terme dans la production et assure ainsi un approvisionnement plus stable.

1.1.4 Implantation dans les pays

Pour devenir un candidat de l'ITIE, le pays exécutant doit satisfaire les cinq exigences en matière d'adhésion. Lorsqu'ils sont assurés, la mise en œuvre de l'ITIE comprend une gamme d'activités pour renforcer la transparence des revenus des ressources. Ces activités sont documentées dans les plans d'action des pays.

Pour obtenir et maintenir le statut de conformité de l'ITIE - ou pour maintenir le statut de candidat - le pays doit compléter une validation de l'ITIE. La validation est un élément essentiel de l'ITIE en tant que norme internationale. Elle permet une évaluation indépendante des avancées des pays exécutants par rapport à l'ITIE et des mesures qu'ils doivent adopter pour permettre de meilleurs et plus rapides progrès. Cette évaluation est réalisée par un validateur indépendant choisi par le pays exécutant, en suivant la méthodologie déterminée par les Règles de l'ITIE. Le Conseil d'Administration de l'ITIE supervise le procédé de validation et examine les rapports de validation.

Si le conseil d'administration juge qu'un pays a répondu à tous les critères de validation, le pays sera reconnu comme étant conforme aux exigences de l'ITIE. Lorsque le rapport de validation montre qu'un pays a fait des progrès mais ne répond pas à tous les critères de l'ITIE, le pays reste candidat. Lorsque la validation ne montre aucun progrès significatif, le Conseil d'Administration peut révoquer le statut candidat du pays.

Plusieurs pays candidats se soumettent actuellement à la procédure de validation dont la Guinée.

1.2 L'ITIE en Guinée

1.2.1 Mise en œuvre de l'ITIE en Guinée

La Guinée dispose d'importantes ressources naturelles et compte près de deux tiers (2/3)¹ des réserves mondiales connues de bauxite. La Guinée dispose également d'importantes ressources en fer, en diamants, en or et en d'autres minerais. Dans le souci de promouvoir la bonne gouvernance et la transparence du secteur extractif, la Guinée a décidé en 2005 d'adhérer à l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

L'ITIE-Guinée est mise en œuvre conformément aux dispositions du décret n°2012-014/PRG/SGG du 3 février 2012 portant création, attributions, et organisation de l'ITIE de Guinée.

La Guinée a été acceptée en tant que pays Candidat à l'ITIE lors de la réunion du Conseil d'Administration de l'ITIE le 27 septembre 2007. Le statut de pays Candidat à l'ITIE a été volontairement suspendu par la Guinée à partir du 19 décembre 2009 pour être rétabli à compter du 1^{er} mars 2011 suite à une requête formulée par les autorités locales.

Conformément aux dispositions transitoires sur l'entrée en vigueur de l'édition 2011 des Règles de l'ITIE, la Guinée s'est vu accordé par le Conseil de l'ITIE une prolongation de son délai pour achever la validation. Ce délai est à présent fixé pour le 31 août 2012.

Le présent rapport s'inscrit dans le cadre de la publication du troisième rapport ITIE du Guinée conformément à l'exigence 10 des règles ITIE (Edition novembre 2011).

1.2.2 Gouvernance de l'ITIE en Guinée

La structure de l'ITIE en Guinée compte trois (3) organes créés en juin 2005: un Conseil de Supervision, présidé par le Premier Ministre, un Comité de Pilotage présidé par le Secrétaire Général du Ministère des Mines et de l'Énergie, et un Secrétariat Exécutif placé sous l'autorité du Coordinateur National nommé par Décret.

Le Conseil de Supervision a pour mission de définir les grandes orientations stratégiques de l'ITIE et de superviser la mise en œuvre du processus ainsi que l'évaluation de son impact sur le développement durable et la réduction de la pauvreté. Le Conseil de Supervision est composé des Ministres en charge des Mines et de l'Economie et des Finances, du Président de la Chambre des Mines et du Président des organisations nationales de la Société Civile.

¹ Mamedov, Dr. V.: Catalogue des gisements et indices de minéralisation bauxitique en République de Guinée, 2003.

Le Comité de Pilotage a pour mission d'exécuter les orientations stratégiques arrêtées par le Conseil de Supervision. Dans ce cadre, le Comité de Pilotage est chargé de la mise en œuvre et du suivi selon une démarche participative, de l'ITIE Guinée, en vue de garantir une contribution optimale des recettes générées par l'exploitation des ressources minières au développement économique du pays et à la réduction de la pauvreté. Le Comité de Pilotage dispose d'une structure tripartite incluant des représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile.

Sous la direction du Président du Comité de Pilotage, **le Secrétariat Exécutif** est chargé de l'exécution des décisions des instances dirigeantes, à savoir le Conseil Supervision et le Comité de Pilotage, et de la gestion quotidienne des activités de mise en œuvre du processus ITIE en Guinée.

1.3 Le contexte national du secteur extractif en Guinée

1.3.1 Cadre législatif et institutionnel en vigueur

Le Code Minier de 1995 et la convention minière type constituent le cadre législatif régissant le secteur minier en Guinée. Les conditions particulières de chaque projet minier sont ensuite définies lors de la signature de la convention entre la société minière et la République de Guinée représentée par le Ministre des Finances et le Ministre des Mines et de la Géologie.

Dans le cadre des réformes entamées par la Guinée dans le secteur minier, un nouveau Code Minier a été adopté en 2011 par le Conseil National de Transition. Parmi les grandes nouveautés de ce nouveau Code est l'introduction de mesures obligeant les sociétés minières à se conformer aux engagements pris par la Guinée dans le cadre de l'ITIE.

1.3.2 Secteur des hydrocarbures

Plusieurs campagnes d'exploration pétrolière ont été menées en Guinée depuis 1967. A ce jour, seul un forage a été effectué mais n'ayant pas donné des résultats positifs. Néanmoins, il reste de nombreuses zones favorables du plateau continental à tester.

Dans le cadre des réformes entreprises par la Guinée dans le secteur extractif, un projet de promotion de la recherche pétrolière a été lancé en 1998.

1.3.3 Secteur des mines

La République de Guinée dispose d'importantes ressources minières incluant essentiellement la bauxite, l'or, le diamant et le fer. Ces ressources font l'objet d'une exploitation industrielle et artisanale.

Pour l'exploitation minière industrielle :

Il existe actuellement six (6) sociétés minières en phase d'exploitation dont trois dans la filière bauxite et alumine (Rusal Friguia, CBG et CBK) et trois autres dans l'or (SAG, SMD et SEMAFO). La société AREDOR qui exploitait le diamant est à l'arrêt depuis 2004. Un partenaire guinéen avait repris les activités avec des partenaires étrangers en 2008. Mais cette opération n'a pas connu de succès.

Au total, plus de 900 titres miniers et permis de recherche ont été accordé par la Guinée au titre de l'exploitation minière de la bauxite, du fer, de l'or et du diamant et qui sont répartis comme suit ¹ :

| Catégorie | Bauxite | Fer | Or | Diamant |
|----------------------------------|----------|----------|-----------|----------|
| Titulaires (Titres Miniers) | 8 (9) | 2 (2) | 2 (2) | - |
| Titulaires (Permis de recherche) | 53 (159) | 59 (162) | 175 (488) | 32 (150) |

¹ Source : Note Technique sur le Cadastre Minier en République de Guinée 1995-2010

Pour l'exploitation artisanale de l'Or et le Diamant :

Pour le Diamant, sa vente est faite à des collecteurs dûment autorisés, obligatoirement de nationalité guinéenne, ou directement à l'un des comptoirs d'achat agréés, seuls autorisés à exporter. Les lots à exporter doivent d'abord être évalués par le Bureau National d'Expertise (BNE), qui délivre des certificats d'origine conformes au "Processus de Kimberley" et perçoit une taxe de 3% sur la valeur d'évaluation.

Pour l'Or, son exploitation est autorisée par le Code Minier de 1995 pour les seuls nationaux, avec des permis d'exploitation artisanale par parcelles de 1 000 m² valables pour une période d'un an. Son exportation par les privés doit être enregistrée à la BCRG et elle est soumise à une taxe de 3%.

1.3.4 Les types de minerais

Les principales substances minérales extraites en Guinée sont les suivantes :

La Bauxite est la plus importante ressource minière actuellement en exploitation. Les gisements de bauxite en Guinée sont les plus vastes et les plus riches du monde. La bauxite est présente en Basse, Moyenne et Haute Guinée. La Guinée détient près des deux tiers des réserves mondiales de bauxite.

L'Or est présent principalement dans la région de la Haute Guinée et en particulier le bassin de Siguiri (préfectures de Siguiri, Kouroussa, Mandiana, Dinguiraye, Kankan). On trouve aussi de l'or en moindres quantités dans les zones de Fitaba (Mamou et Faranah), Kindia et N'Zérékoré. Les gisements en Or sont exploités de façon artisanale, semi-industrielle et industrielle.

Le Diamant dont les principaux gisements connus sont situés dans le triangle formé par les préfectures de Kérouané, Kissidougou et Macenta, le long des rivières Baoulé, Milo et Diani. D'autres découvertes de diamant ont été faites dans l'ouest de la Guinée, notamment à Kindia et à Forécariah. Actuellement, les gisements de diamant sont exploités de façon artisanale.

Le Fer qui existe principalement dans deux gisements importants : les Monts Nimba et Simandou situés dans le Sud-Est de la Guinée. D'autres gisements de moindre envergure sont situés en Haute Guinée, en Guinée Forestière et dans le centre du pays (Moyenne Guinée).

Le Nickel avec des gisements reconnus sur le massif du Mont Kakoulima, un complexe intrusif lité basique-ultrabasique avec séquence lithologique complète allant de la dunite (péridotite) au gabbro. Ils se situent à 50 km de Conakry dans les préfectures de Coyah et de Dubréka.

Le Calcaire est présent dans les préfectures de Kindia (Souguéta), Siguiri, Mali et Tougué, avec des ressources estimées à plus de 200 millions de tonnes. Ces gisements ne sont pas encore exploités à ce jour.

L'Uranium a été identifiées dans les régions de Mali, Tougué, Dinguiraye, Dabola, Kankan, Kissidougou, Beyla et N'Zérékoré. Les cibles qui ont fait l'objet d'études approfondies sont Mali (Balaki) avec la COGEMA et Kissidougou (Firawa) avec le projet Uranium Sud-Ouest et Murchison. Des travaux plus poussés sont encore nécessaires pour la mise en évidence de gisements économiquement exploitables.

Les matériaux de construction qui désignent les substances minérales non métalliques utilisées pour la construction et les travaux publics. Ils regroupent le sable, le granite, la syénite, la dolérite, le gabbro etc.

Les minéraux de sable noir (ilménite, rutile, zircon, etc.) se trouvent dans les sables du littoral et dans les lits des grands cours d'eau. En Guinée, des concentrations intéressantes existent au Cap Verga (préfecture de Boffa) et à Benty (préfecture de Forécariah).

Les pierres semi-précieuses qui se trouvent en Guinée Forestière et font l'objet de quelque exploitations artisanales.

Le Talc est utilisé dans diverses industries (plastique, céramique, peinture, caoutchouc, papier, cosmétiques, pharmacie etc.). Les gisements guinéens n'ont jamais été évalués et ne sont pas exploités pour le moment.

2. OBJECTIFS ET CHAMP COUVERT PAR LA MISSION

2.1 Objectifs de la mission

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE en République de Guinée. Le référentiel des flux d'avantages, des entreprises et des organismes retenu pour l'élaboration de ce rapport a été défini par le Comité de Pilotage, et relève de sa propre responsabilité.

Notre travail de réconciliation des paiements et des recettes minières au titre de l'exercice 2010, comprend selon les Termes de Référence :

- une analyse des documents déjà préparés par le Comité de Pilotage de l'ITIE à savoir la liste des déclarants (sociétés et organismes de l'Etat) concernés par l'exercice de réconciliation, des impôts et taxes retenus ainsi que les formulaires de déclaration, et la proposition par la suite de toute modification nécessaire ;
- échanger avec les parties prenantes sur le déroulement de la mission et sur la préparation des formulaires de déclaration;
- l'animation d'un atelier de formation à l'intention des parties prenantes et en vue de présenter le formulaire de déclaration et les instructions de reporting ;
- la collecte et le rapprochement entre les flux des paiements effectués par les entreprises minières et la réconciliation avec les revenus perçus par les administrations ou toutes autres personnes morales rentrant dans le champ de réconciliation ;
- la revue des flux des paiements effectués par les entreprises minières et les revenus perçus par les administrations et vérifier leur conformité avec ce qui est prévu par les conventions qu'elles ont signées et les régimes fiscaux qui leur sont applicables ;
- l'identification et le traitement des écarts ; et
- faire toute recommandation utile pour corriger les insuffisances et dysfonctionnements constatés.

2.2 Les secteurs miniers retenue dans le Référentiel ITIE

Le Comité de Pilotage a retenu le secteur d'exploitation industrielle de Bauxite, d'Or et du Fer ainsi que le secteur d'exploitation artisanale de l'or et du diamant.

Pour le secteur industriel, l'ensemble des sociétés en exploitation de la bauxite et de l'or et une seule société (Rio Tinto) en phase développement de gisement de fer ont été retenus dans le Référentiel ITIE.

Pour l'exploitation artisanale, le Comité de Pilotage a opté pour la prise en compte du secteur à travers le BNE et la BCRG dans le référentiel ITIE. Toutefois, il est à noter que ces structures jouent le rôle de collecteurs de l'Etat des flux de paiement provenant de l'exploitation artisanale du diamant et de l'or auprès des comptoirs d'achat du Diamant et les bureaux agréés d'exportation d'or.

2.3 Les sociétés minières faisant l'objet de la réconciliation

Selon les Termes de Référence le périmètre des sociétés faisant l'objet de la réconciliation des flux des paiements devrait couvrir les sociétés d'exploitation minières ainsi que les exploitations minières artisanales.

Dans le cadre du périmètre cité ci-haut, le Comité de Pilotage de l'ITIE a retenu sept (7) sociétés pour le secteur minier industriel. Ces entités sont les suivantes :

| Entité | Statut des activités | Secteur |
|---|----------------------|---------------------------------------|
| 1. Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) | En exploitation | Extraction de Bauxite |
| 2. Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK) | En exploitation | Extraction et exploitation de Bauxite |
| 3. Rusal Friguia | En exploitation | Extraction de Bauxite |
| 4. Société Ashanti Goldfields (SAG) | En exploitation | Extraction de l'Or |
| 5. Société Minière de Dinguiraye (SMD) | En exploitation | Extraction de l'Or |
| 6. Société d'Exploitation Minière d'Afrique de l'Ouest (SEMAFO) | En exploitation | Extraction de l'Or |
| 7. Rio Tinto | En développement | Extraction du Fer |

Un tableau détaillant, au 31 décembre 2010, les titres miniers par entreprise minière ainsi que les fiches signalétiques de ces dernières, sont présentés respectivement en Annexes 2 et 3.

Ce périmètre a été retenu sur la base de l'étude de matérialité préparée et adoptée par le Comité de Pilotage lors de sa session du 27 juin 2012 selon laquelle seules les sociétés minières en exploitation ont été intégrées dans le périmètre de réconciliation des exercices 2007 à 2010. Ce périmètre a été élargi, au titre de l'année de 2010, pour inclure la société « Rio Tinto » compte tenu de l'importance de développement de l'exploration menée.

Pour le secteur de l'exploitation artisanale de l'Or et du Diamant, les payeurs de la taxe à l'export (Comptoirs d'achat du Diamant et les bureaux agréés d'exportation d'or) n'ont pas été sollicités dans le cadre de la réconciliation. Ce choix a été argumenté par la dispersion géographique de ces derniers et l'absence d'une base de données mise à jour de leurs coordonnées. Néanmoins, la prise en compte de leur paiement a été faite à travers la déclaration unilatérale des collecteurs de la dite taxe à savoir le BNE (pour le diamant) et la BCRG (pour l'or).

2.4 Les centres de perception des paiements dus par les sociétés extractives

Le périmètre retenu par le Comité de Pilotage pour les administrations et organismes intervenant dans la collecte des différents flux provenant du secteur minier incluent :

- La Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés (DNPEIP) - Cadastre ;
- la Direction Générale des Douanes (DGD) ;
- la Direction Nationale des Impôts (DNI) ;
- la Direction Nationale du Trésor (DNT) ;
- Le Bureau National d'Expertise (BNE) ;
- la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) ; et
- la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG).

2.5 Les flux et taxes soumis aux travaux de réconciliation

Les flux et taxes entrant dans le champ de nos travaux de réconciliation sont répartis en deux catégories et se détaillent comme suit :

2.5.1 Revenus en nature

Selon le Secrétariat Exécutif et après consultation du Ministère des Finances et du Ministère des Mines et de la Géologie, ces dernières ont affirmé qu'il n'y avait pas d'opérations de troc qui ont intervenu pendant la période couverte par la réconciliation.

En l'absence d'une étude de cadrage proprement dite pour déterminer le périmètre de réconciliation nous ne pouvons pas confirmer ce constat.

Cependant, il est utile de signaler à ce niveau que les sociétés ont été sollicitées à déclarer dans leurs formulaires de déclaration dans la catégorie 'Autres contributions' les autres types d'opérations réalisées au profit du gouvernement, des collectivités locales et qui ne revêtent pas le caractère de taxe.

2.5.2 Revenus en numéraire

Les taxes, redevances et impôts rattachés à l'activité minière et payés par les sociétés sont régis par le code minier et par les conventions minières. Nous présentons dans le tableau qui suit les paiements en numéraires retenus dans le référentiel de réconciliation pour l'exercice 2010 :

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|--|-------------------------------|---|
| Flux payés à la DNDIP | | |
| 1 | Avance et Prêts | Les avances sur recettes minières sont les revenus que l'Etat perçoit des sociétés minières généralement au titre d'acomptes sur les taxes et redevances minières. |
| Flux payés à la DNPEIP – Cadastre | | |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | <p>Il s'agit des loyers payés par la CBG et la CBK en contre partie de la mise à disposition des installations concédés par l'Etat. Quoique ces loyers ne constituant pas une taxe mais la contre partie d'un service, le Comité de Pilotage a choisi de les inclure dans le référentiel ITIE.</p> <p>Pour la CBG, le loyer d'un montant de 6,5 Millions USD par année est versé à partir de 2005 directement au Trésor Public suite à la dissolution de la Direction Générale et le Conseil d'Administration de l'ANAIM. Conformément à l'accord de concession, ce loyer est supposé être révisé si la quantité expédiée dépasse les 13 500 000 tonnes métriques par année.</p> <p>Pour la CBK, le montant du loyer est fixé à 0,3 USD par tonne de bauxite exportée nette. Ces loyers ont fait l'objet de deux versements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le premier en 2008 au titre de la période 2004-2007 et versé au Trésor Public. ; et - le deuxième en 2010 au titre de la période 2008-2009 et versé à la SNIM. |
| Flux payés à la DNI | | |
| 3 | Impôt sur les Bénéfices | <p>Il s'agit d'un impôt annuel qui est assis sur les revenus et bénéfices réalisés par les sociétés et autres personnes morales. Les taux de droit commun de l'impôt sur les sociétés est de 35% du résultat fiscal.</p> <p>Ce taux est relevé à 50% pour les bénéfices additionnels dépassant le seuil de rentabilité normal du secteur non réinvestis et ce après déduction du bénéfice calculé au taux de 35%.</p> <p>Pour la Société Minière Rusal Friguia, le taux est de 30% (Avenant du 21 février 1995).</p> <p>Pour la CBG, l'impôt sur les bénéfices est calculé sur la base de 30% des bénéfices nets taxables augmenté de d'un impôt calculé au taux de 50% de bénéfices restant après déduction du premier pourcentage de 30%.</p> |

| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|-------------------------------------|---|---|
| 4 | Retenues sur salaire (RTS, VF & TA) | <p>Selon l'Article 61 du CGI, tout employeur établi en Guinée doit opérer, au titre de l'impôt sur le revenu dû par les bénéficiaires de traitements et salaires une retenue à la source lors de chaque paiement.</p> <p>En ce qui concerne les expatriés des sociétés minières, l'Article 150 du Code Minier les soumet à l'impôt sur le revenu au taux unique du paiement de dix pour cent (10%). Le mode de paiement est le même que la RTS. C'est à dire que l'impôt est prélevé à la source et reverser à l'Etat par l'employeur.</p> <p>Les versements forfaitaires (VF) sont au taux de six pour cent (6%) des salaires bruts versés en Guinée et hors Guinée.</p> <p>Les taxes d'apprentissage (TA) sont au taux de trois pour cent (3%) du montant annuel des traitements, salaires et émoluments payés par l'entreprise.</p> |
| 5 | TVA | <p>Par définition la TVA est un impôt sur les produits collectés par les entreprises et intégralement supporté par l'acheteur final en dernier ressort.</p> <p>A défaut de facture ou autre document, la base imposable est considérée comme étant le montant brut des rémunérations acquises ou des profits réalisés ou à acquitter par la clientèle.</p> <p>En République de Guinée cette taxe fut instituée suivant Article 355 du GCI.</p> |
| Flux payés à la DNT | | |
| 6 | Taxes minières (Bauxite & Alumine) | <p>Il s'agit des taxes perçues sur les substances minières extraites autres que sur la production artisanale. Cette taxe est liquidée sur la base de la valeur marchande du produit minier.</p> <p>Les taux et les bases de liquidation des taxes sur les substances minières sont définis au niveau de l'article 139 Code Minier. Ces taxes sont acquittées à la sortie des substances minières du pays et elles sont déductibles de l'impôt sur les sociétés.</p> |
| 7 | Dividendes de l'Etat | <p>Les dividendes sont les revenus que l'Etat perçoit en rémunération de sa participation dans le capital des sociétés minières.</p> |
| Flux payés à la DGD/BCRG/BNE | | |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | <p>La production artisanale d'or, de diamant et autre gemmes est soumise au moment de l'exploitation au paiement au receveur des douanes d'une taxe dont les taux sont ci-après fixés.</p> <p>Pour l'or le taux de cette taxe est de 2% pour la Banque Centrale de la République de Guinée et de 3% pour le secteur privé. La valeur de référence pour le calcul de cette taxe étant le cours d'achat de l'or par la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG).</p> <p>Pour le Diamant le taux est de 3% de la valeur déterminée sur la base de l'évaluation d'expert au Bureau National d'Expertise des Diamants et autres Gemmes.</p> <p>Pour l'exploitation industrielle de l'or, ce taux est de 3% pour la SAG si la valeur est inférieure à 475 USD et de 5% si la valeur est supérieure à 475 USD. Pour SEMAFO et SMD, le taux est de 5% respectivement de la valeur fixing Londres et de valeur FOB Conakry.</p> |
| Flux payés à la DGD | | |
| 9 | Droits de Douane | <p>Equipement de transformation sur place : Art. 179 du Code Minier</p> <p>Les titres d'un permis d'exploitation, ou d'une convention minière acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douane au taux unique de six pour cent (6%) pour les équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules utilitaires, figurant sur la liste des immobilisations des sociétés dès lors qu'ils sont destinés à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis.</p> <p>Les matières premières et autres consommables nécessaires à la transformation sur place du minerai en produits finis et semi-finis ainsi que les produits pétroliers servant à produire l'énergie sont soumis à cette même fiscalité.</p> <p>Equipements d'extraction : Article 180 du Code Minier</p> <p>Les titulaires d'un permis d'exploitation, d'une convention minière attachée à un permis d'exploitation ou à une concession minière ainsi que leurs sous-traitants directs acquittent, pendant la phase d'exploitation, les droits de douanes au taux unique de 5.6% pour l'importation des équipements, matériels, gros outillages, engins et véhicules utilitaires, figurant sur la liste des immobilisations des sociétés et destinés à l'extraction du minerai.</p> <p>Les matières premières et autres consommables, nécessaires à l'extraction et à la valorisation du minerai, sont soumis aux droits de douanes ci-dessus.</p> <p>L'extension ou le renouvellement de matériels et autres équipements, est soumise à la même fiscalité.</p> |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | <p>Les taxes sur les importations sont les droits de douane que les sociétés paient lorsque les biens importés franchissent le cordon douanier. Il s'agit, suivant les conventions et le code minier, du droit à l'importation et de la taxe d'enregistrement à l'importation.</p> |

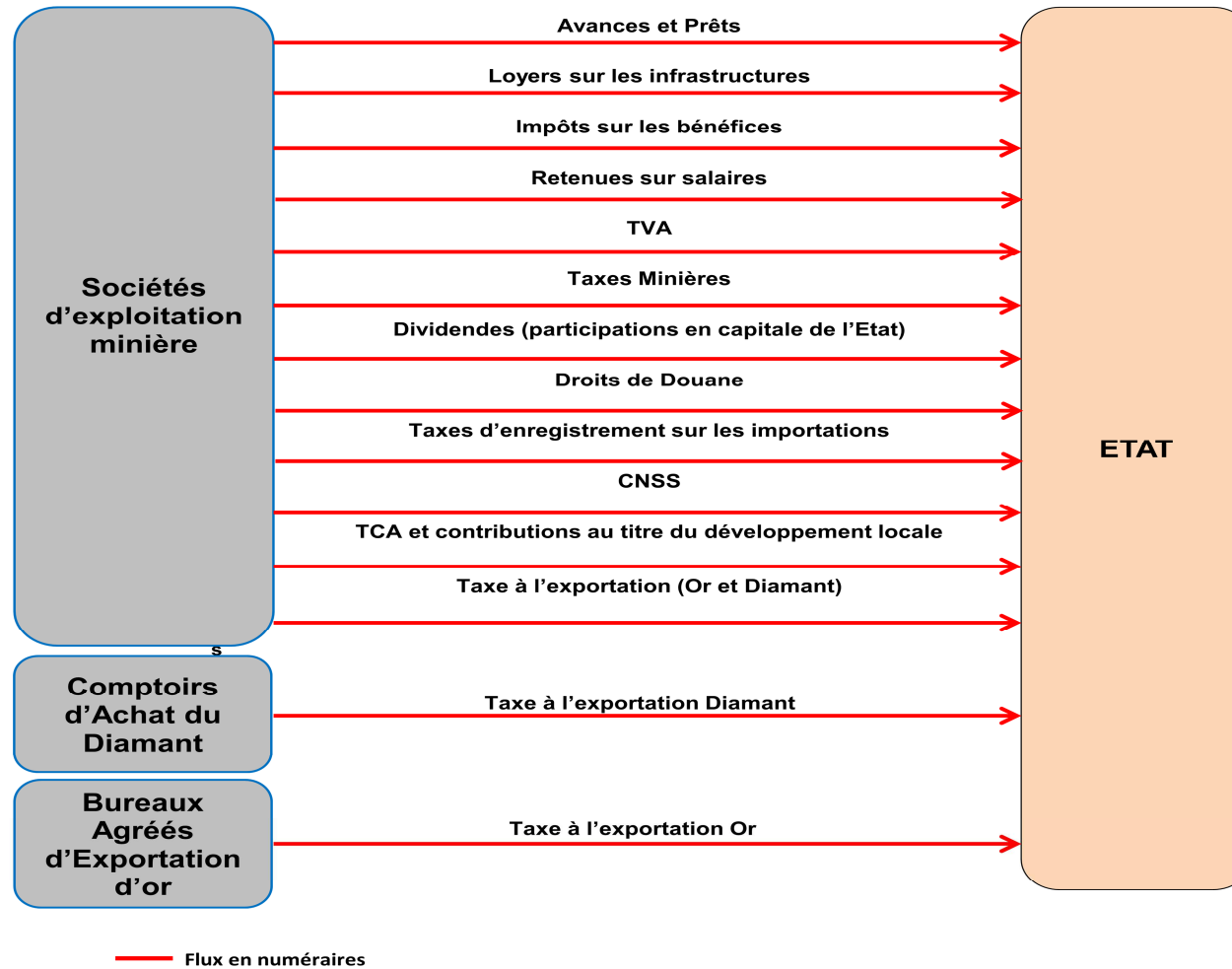
| N° | Nomenclature des Flux | Présentation des flux |
|--|---|--|
| Flux payés à la CNSS | | |
| 11 | Cotisations CNSS | La cotisation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale est instituée par le Code de la sécurité sociale. Elle est obligatoire pour tous employeurs et employés soumis au Code du travail sans aucune distinction. Le taux est de vingt trois pour cent (23%) sur le salaire de base dont dix-huit pour cent (18%) supporté par l'employeur et cinq pour cent (5%) par l'employé. |
| Flux payés aux administrations et collectivités locales | | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaire - TCA (0,4%) | Les versements locaux représentent les impôts et taxes qui reviennent au budget des administrations locales (Gouvernorat de Conakry, Préfectures, Communes, CRD des zones minières) pour leur développement. Suivant les conventions, ils sont désignés par « impôts locaux » (Rusal Friguia), « impôt préfectoral ou local de développement » (SMD, SEMAFO, SAG), il s'agit essentiellement de la contribution au développement local qui est une taxe assise sur le chiffre d'affaires (0,4%). |
| 13 | Contribution au développement local | Il s'agit des versements qui reviennent aux administrations locales (Gouvernorats, Préfectures, Communes) pour leur développement. Ces versements sont définis au niveau des conventions minières et peuvent prendre la forme de : <ul style="list-style-type: none"> • bourses d'études, apprentissage, formation technique ; • contributions de nature financière ou autre pour l'implantation et le développement des infrastructures médicales, scolaires, des services communautaires, des routes, des canalisations d'eau ou de production d'électricité ainsi que les ententes ou arrangements liés aux frais d'usagers associés à de tels services ou infrastructures ; • Assistance pour la création, le développement et le soutien de petites entreprises; commercialisation des produits agricoles; et • méthodes et mesures de gestion environnementale et socioéconomique et amélioration de la gouvernance locale. Les entreprises minières payent une contribution au développement communautaire qui est de 0,4% du chiffre d'affaires pour l'Or et 1% pour le diamant. La contribution payée par la CBG est de deux cent millions (200 000 000) GNF qui sont versés au titre de la taxe de développement Corridor axes chemins de fer et de 350 milles à 500 milles USD au titre de la taxe préfectorale. |

2.5.3 Contributions volontaires au titre des projets sociaux

Elles concernent l'ensemble des contributions volontaires au titre de transferts et de paiements sociaux faites par les sociétés minières dans le cadre du développement local autre que celles qui sont prévues dans les conventions minières.

Ces contributions prévues dans l'Exigence 9(g) de l'ITIE ont été reportées sur la base des déclarations unilatérales des sociétés extractives et n'ont pas fait l'objet de réconciliation ou de vérification.

2.6 Schéma de circulation des flux de paiement financiers



2.7 Matérialité

Conformément à l'étude qui a été préparée et adoptée par le Comité de Pilotage lors de sa dernière session du 27 juin 2012 seules les sociétés en exploitation ont été intégrées dans le périmètre de réconciliation des exercices 2007 à 2010.

Selon la note adoptée par le Comité de Pilotage, les paiements des taxes sur leurs titres miniers par les sociétés en phase d'exploration se chiffrent au maximum courant l'année à moins de 50 000 USD. Par item, ce montant se réduit à un maximum de 20 000 USD. La part la plus significative des apports de ces sociétés provient des retenues sur salaires et des cotisations CNSS pour l'année 2010.

Le seuil de matérialité a donc été maintenu par le Comité de Pilotage à 100 000 USD pour les paiements en devises et 100 000 000 GNF pour les paiements en franc guinéen. Le montant des retenues sur salaires atteignent le seuil de matérialité pour les plus grandes sociétés d'exploration pour la seule année 2010. Pour les années 2007 à 2009, l'intégration des sociétés d'exploration dans le périmètre de l'ITIE-Guinée demanderait à ce qu'il soit abaissé à 20 000 USD, ce qui paraît bien trop faible.

Compte tenu de l'importance du développement de l'exploration menée par certaines sociétés d'importance mondiale comme Rio Tinto avec des montants de plus en plus significatifs, la Commission de travail à recommandée d'intégrer la dite société dans le périmètre de réconciliation de l'année 2010.

3. APPROCHE ET METHODOLOGIE

Notre mission de réconciliation a été effectuée en adhérant aux normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400 relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'Ethique de l'IFAC.

3.1 Approche

3.1.1 Réunion d'ouverture

Notre visite au Secrétariat Exécutif de l'ITIE à Conakry a commencé le 2 avril 2012 par une réunion d'ouverture avec les membres du Secrétariat au cours de laquelle nous avons été en mesure :

- de discuter le planning de la mission de réconciliation ;
- de discuter le référentiel ITIE retenu ;
- de discuter et d'analyser la matérialité concernant les entreprises et les flux de paiements à inclure dans le Référentiel ITIE ; et
- d'apporter certains éclaircissements techniques et proposer des recommandations.

Etaient présents à cette réunion :

| Nom & prénom | Fonction |
|---------------------|--|
| Mamadou DIABY | Secrétaire Exécutif |
| Abdoulaye SOUMAH | Responsable Passation Marché |
| Sékou Amadou DRAME | Comptable |
| Chérif Diallo | Ingénieur Consultant Banque Mondiale– Mining Sector & ITIE |
| Radhouane Bouzaiane | Senior Manager-Moore Stephens |

3.1.2 Tenue de l'atelier de formation

Nous avons analysé le modèle du formulaire de déclaration préparé par le Secrétariat Exécutif de l'ITIE et pris note des documents mis à notre disposition comprenant :

- les rapports de réconciliation ITIE relatifs aux exercices 2005 et 2006 ;
- les comptes rendus et procès verbaux des réunions du Comité de Pilotage ;
- les textes régissant les structures de gouvernance de l'ITIE en Guinée ; et
- d'autres documents portant sur le secteur extractif en Guinée.

A la lumière des résultats d'analyse de ces documents, nous avons soumis au Comité de Pilotage un nouveau projet de formulaire de déclaration pour approbation.

Le nouveau formulaire de déclaration ainsi que les instructions de reporting (présentés en Annexe 5) ont fait l'objet d'une présentation aux parties prenantes du secteur public et privé ainsi que de la société civile lors d'un atelier de formation tenu le 5 avril 2012 à Conakry.

Au cours de cet atelier, plusieurs questions ont été soulevées par les représentants des différentes parties prenantes quant à certaines taxes incluses dans le formulaire de déclaration. Ces questions ont fait l'objet d'un débat ouvert et ont permis d'améliorer la présentation du formulaire de déclaration.

3.1.3 Travaux de réconciliation

Nous avons effectué les travaux de réconciliation entre le 30 avril et le 17 mai 2012. La première étape a consisté en l'examen des déclarations reçues des sociétés extractives et organismes gouvernementaux et la détection d'éventuelles erreurs d'imputation.

Nous avons constaté qu'il y avait un certain nombre de déclarations qui n'avaient pas été soumises par certaines sociétés extractives ce qui a eu pour effet de retarder les travaux de réconciliation. Nous avons, avec l'appui du Secrétariat Exécutif, pris contact avec les sociétés défaillantes afin de les inciter à soumettre leurs déclarations dans les plus brefs délais.

Nous avons créé des feuilles de calcul pour chaque contribuable. Les informations sur les flux financiers fournis sur les déclarations ont été saisies pour les contribuables et les administrations.

Malgré plusieurs relances, certaines sociétés extractives n'ont pas remis les justificatifs et les états détaillés à la date de clôture de notre intervention en Guinée. Cette situation n'a pas permis l'examen et la réconciliation de toutes les taxes déclarées. Ceci a engendré l'existence de plusieurs écarts non justifiés.

3.1.4 Réunion de clôture

Une réunion de clôture a été tenue le 17 mai 2012 avec le Secrétariat Exécutif de l'ITE-Guinée au cours de laquelle nous avons discuté des résultats préliminaires de nos travaux de réconciliation et nous avons exposé les difficultés et les limites rencontrées ainsi que les points relevés concernant le périmètre de réconciliation.

Suite à la clôture de notre intervention sur le terrain en Guinée, d'autres informations nous ont été parvenues tardivement lors de la finalisation du présent rapport. Ceci n'a pas permis d'intégrer ces informations eu égard aux contraintes afférentes à la date de soumission du rapport.

3.2 Méthodologie adoptée

3.2.1 Déclarations de paiements – Collecte des données

Un modèle de formulaire de déclaration unique a été utilisé pour les déclarations des sociétés extractives, d'une part, et des administrations et organismes de l'Etat, d'autre part. Ce formulaire a été établi par nos soins sur la base de notre expérience dans le cadre de missions similaires tout en se basant sur le Référentiel ITIE retenu et sur le projet de formulaire élaboré par le Secrétariat Exécutif. Ce formulaire de déclaration a été discuté et approuvé par le Secrétariat Exécutif et par la suite envoyé directement, aux sociétés et aux administrations sélectionnées telles que détaillées aux paragraphes 2.2 et 2.3 du présent rapport.

Conformément aux recommandations du Livre Source ITIE et aux exigences des nouvelles règles ITIE (Edition novembre 2011), les règles suivantes ont été prévues au niveau des instructions des formulaires de déclaration et soulignées dans l'atelier de formation :

- les sociétés et administrations doivent détailler leurs déclarations en renseignant sur le détail des montants reportés date par date et paiement par paiement ;
- les déclarations doivent être faites dans la devise de réalisation du paiement (GNF, USD) ;
- les déclarations doivent être effectuées sur la base d'une comptabilité de caisse (sommes effectivement payées au cours de l'année) et non sur la base des engagements ;
- les parties prenantes ont été invitées à renvoyer leurs déclarations attestées par :
 - un contrôleur légal (commissaire aux comptes) ou un autre auditeur désigné pour l'occasion pour les sociétés extractives ;
 - une autorité/entité publique habilitée à certifier les chiffres pour les administrations et les organismes de l'Etat.

3.2.2 Flux de paiements

Selon le modèle de déclaration, 3 types de paiements ont été recensés :

- les flux de paiements et recettes (impôts, taxes, redevances, dividendes, CNSS) ;
- les autres contributions prévues par les conventions minières ; et
- les paiements au titre des contributions volontaires aux projets sociaux.

Ces flux ont été regroupés dans un formulaire de déclaration unique aussi bien pour les sociétés minières que pour les administrations et organismes de l'Etat.

Pour les paiements déclarés en USD par les sociétés extractives, nous avons appliqué le cours du jour de l'opération telle que publié par la BCRG pour les besoins de la réconciliation.

3.2.3 Travaux de réconciliation

Notre mandat selon les Termes de Référence consiste à produire un rapport ITIE, en effectuant la collecte, la vérification et la réconciliation des paiements des entreprises minières à l'Etat et des recettes perçues par l'Etat desdites entreprises pour l'exercice 2010. Notre travail a inclus les étapes suivantes :

- le rapprochement des flux de paiement déclarés par les sociétés minières avec les recettes déclarées par les administrations et organisme de l'Etat. Ce rapprochement a été effectué flux par flux selon l'administration perceptrice ;
- l'identification des différences et des écarts significatifs et la recherche de leurs sources ;
- l'identification des ajustements nécessaires. Ces ajustements peuvent être opérés sur les montants déclarés par les contribuables ou sur les montants déclarés par le gouvernement ; et
- la collecte des paiements effectués par les sociétés extractives au titre de leurs contributions volontaires dans les projets de développement.

Plus précisément, les travaux réalisés se présentent comme suit :

- i. prise de connaissance générale des flux, impôts, droits et taxes faisant l'objet du référentiel ITIE. Cette prise de connaissance a porté sur les différentes natures de taxes, les modalités de paiement, la périodicité des déclarations, les administrations perceptrices d'impôts, etc. ;
- ii. comparaison ligne par ligne des paiements signalés sur les déclarations des contribuables avec les recettes signalées sur les déclarations de l'administration ;
- iii. identification des incohérences au niveau des déclarations et détection des erreurs d'imputation ou de classification des taxes ;
- iv. demande d'explications et de clarifications auprès des entreprises et des administrations pour les incohérences détectées. Ces demandes ont été effectuées par téléphone, par courrier électronique ainsi que par des visites sur place ;
- v. ajustement des incohérences et incorporation des chiffres finaux pour les sociétés exerçant dans le secteur extractif et les administrations ;
- vi. identification des écarts par taxe entre les paiements déclarés par les entreprises exerçant dans le secteur minier et les recettes déclarés par l'Etat ;
- vii. entretiens avec des cadres des différentes administrations et organismes de l'Etat pour collecter le détail des montants figurant dans les déclarations des recettes ;
- viii. entretiens avec des cadres des entreprises extractives pour collecter le détail des montants figurant dans les déclarations des paiements et la revue des justificatifs ;
- ix. rapprochement des données détaillées reçues des deux parties (sociétés minières et administrations) selon les taxes, les dates et modes de paiement ;

- x. analyse des justifications apportées par les deux parties et ségrégation des natures des écarts ;
- xi. ajustement des écarts justifiés tant au niveau des montants déclarés par les sociétés extractives que pour les administrations ; et
- xii. finalisation des travaux et préparation des états de synthèse.

3.2.4 Elaboration du rapport

Nous avons préparé notre rapport portant sur les résultats des travaux de réconciliation. Ce rapport comprend :

- la présentation du contexte, des objectifs, et des limitations de la mission ;
- un état des lieux des activités et du référentiel ITIE couverts ;
- la présentation de l'approche et de la méthodologie adoptée ;
- les conclusions chiffrées des travaux de rapprochement des flux des paiements effectués par les sociétés minières et les recettes perçues par l'Etat auprès des dites sociétés;
- les remarques portant sur les défaillances relevées sur le plan organisationnel et sur la rigueur du système ITIE qui ont un impact sur les travaux de réconciliation des flux des paiements ; et
- des recommandations pour pallier aux insuffisances et défaillances relevées pour les exercices futurs.

4. RESULTATS DES TRAVAUX

Nous présentons ci-dessous les résultats détaillés des travaux de réconciliation ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les contribuables et les montants reçus par les différentes administrations.

Nous avons mis en exergue les montants initiaux reportés, les ajustements que nous avons opérés suite aux travaux de réconciliation ainsi que les montants finaux et les écarts définitifs non réconciliés.

4.1 Tableaux de réconciliation par société extractive

Nous présentons dans le tableau ci-dessous un sommaire des différences entre les flux de paiement rapportés par les sociétés minières et les flux d'avantage reçus rapportés par les différents organismes et administration de l'Etat.

Ce tableau inclus les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés minières et des déclarations des organismes gouvernementaux, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de réconciliation et les écarts résiduels non réconciliés. Les fiches de réconciliation détaillées pour chaque société sont présentées dans l'Annexe 4.

| Société | Déclarations initiales (GNF) | | | Ajustements (GNF) | | | Chiffres après ajustements (GNF) | | |
|---------------|------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|------------------------|----------------------------------|--------------------------|--------------------|
| | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence |
| CBG | 563 175 970 759 | 546 413 161 122 | 16 762 809 637 | (12 169 201 822) | 6 579 261 231 | (18 748 463 053) | 551 006 768 937 | 552 992 422 353 | (1 985 653 416) |
| CBK | 28 629 587 914 | 19 807 144 009 | 8 822 443 905 | 148 105 424 | 8 134 493 857 | (7 986 388 433) | 28 777 693 338 | 27 941 637 866 | 836 055 472 |
| Rusal Friguia | 25 874 463 980 | 28 001 058 012 | (2 126 594 032) | - | - | - | 25 874 463 980 | 28 001 058 012 | (2 126 594 032) |
| SAG | 509 832 225 653 | 725 241 646 550 | (215 409 420 897) | 252 679 806 | (213 424 796 837) | 213 677 476 643 | 510 084 905 459 | 511 816 849 713 | (1 731 944 254) |
| SMD | 101 735 461 000 | 102 673 547 796 | (938 086 796) | (2 182 128 011) | - | (2 182 128 011) | 99 553 332 989 | 102 673 547 796 | (3 120 214 807) |
| SEMAFO | 23 261 230 087 | 16 678 347 173 | 6 582 882 914 | 1 110 003 641 | (438 834 107) | 1 548 837 748 | 24 371 233 728 | 16 239 513 066 | 8 131 720 662 |
| Rio Tinto | 22 532 201 394 | 14 096 625 759 | 8 435 575 635 | (48 045 312) | - | (48 045 312) | 22 484 156 082 | 14 096 625 759 | 8 387 530 323 |
| BNE | - | 3 458 544 775 | (3 458 544 775) | - | - | - | - | 3 458 544 775 | (3 458 544 775) |
| BCRG | - | 4 593 525 413 | (4 593 525 413) | - | - | - | - | 4 593 525 413 | (4 593 525 413) |
| Total | 1 275 041 140 787 | 1 460 963 600 609 | (185 922 459 822) | (12 888 586 274) | (199 149 875 856) | 186 261 289 582 | 1 262 152 554 513 | 1 261 813 724 753 | 338 829 760 |

Nous présentons ci-dessous, les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés minières et des déclarations des organismes gouvernementaux en USD.

| Société | Déclarations initiales (USD) | | | Ajustements (USD) | | | Chiffres après ajustements (USD) | | |
|---------------|------------------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-------------------|----------------------------------|--------------------|---------------|
| | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence |
| CBG | 98 228 944 | 95 305 181 | 2 923 763 | (2 122 548) | 1 147 552 | (3 270 100) | 96 106 396 | 96 452 733 | (346 337) |
| CBK | 4 993 562 | 3 454 755 | 1 538 807 | 25 832 | 1 418 815 | (1 392 983) | 5 019 395 | 4 873 570 | 145 824 |
| Rusal Friguia | 4 513 014 | 4 883 934 | (370 920) | - | - | - | 4 513 014 | 4 883 934 | (370 920) |
| SAG | 88 924 748 | 126 496 379 | (37 571 631) | 44 072 | (37 225 474) | 37 269 546 | 88 968 820 | 89 270 905 | (302 085) |
| SMD | 17 744 661 | 17 908 282 | (163 621) | (380 606) | - | (380 606) | 17 364 055 | 17 908 282 | (544 227) |
| SEMAFO | 4 057 215 | 2 909 031 | 1 148 184 | 193 606 | (76 541) | 270 148 | 4 250 822 | 2 832 490 | 1 418 332 |
| Rio Tinto | 3 930 058 | 2 458 728 | 1 471 330 | (8 380) | - | (8 380) | 3 921 678 | 2 458 728 | 1 462 950 |
| BNE | - | 603 238 | (603 238) | - | - | - | - | 603 238 | (603 238) |
| BCRG | - | 801 201 | (801 201) | - | - | - | - | 801 201 | (801 201) |
| Total | 222 392 203 | 254 820 730 | (32 428 527) | (2 248 022) | (34 735 648) | 32 487 625 | 220 144 181 | 220 085 082 | 59 099 |

Les chiffres en USD ont été convertis en appliquant un taux moyen (1 USD = 5 773,30 GNF)

Nous présentons ci-dessous les écarts résiduels non réconciliés en distinguant entre les écarts positifs et ceux négatifs. En effet les écarts résiduels qui s'élèvent à **338 829 760 GNF** se composent de la somme des écarts positifs qui s'élèvent à **27 016 715 935 GNF** et des écarts négatifs s'élevant à **(26 677 886 175) GNF**.

| Société | Chiffres après ajustements (GNF) | | | | |
|---------------|----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------|
| | Sociétés | Etat | Différence positive | Différence négative | Différence |
| CBG | 551 006 768 937 | 552 992 422 353 | 431 967 431 | (2 417 620 847) | (1 985 653 416) |
| CBK | 28 777 693 338 | 27 941 637 866 | 981 048 597 | (144 993 125) | 836 055 472 |
| Rusal Friguia | 25 874 463 980 | 28 001 058 012 | 3 431 997 117 | (5 558 591 149) | (2 126 594 032) |
| SAG | 510 084 905 459 | 511 816 849 713 | 4 687 978 424 | (6 419 922 678) | (1 731 944 254) |
| SMD | 99 553 332 989 | 102 673 547 796 | 611 635 350 | (3 731 850 157) | (3 120 214 807) |
| SEMAFO | 24 371 233 728 | 16 239 513 066 | 8 484 558 693 | (352 838 031) | 8 131 720 662 |
| Rio Tinto | 22 484 156 082 | 14 096 625 759 | 8 387 530 323 | - | 8 387 530 323 |
| BNE | - | 3 458 544 775 | - | (3 458 544 775) | (3 458 544 775) |
| BCRG | - | 4 593 525 413 | - | (4 593 525 413) | (4 593 525 413) |
| Total | 1 262 152 554 513 | 1 261 813 724 753 | 27 016 715 935 | (26 677 886 175) | 338 829 760 |

4.2 Tableaux de réconciliation par nature de flux de paiement

Nous présentons dans le tableau ci-dessous les montants globaux des divers droits, impôts et taxes rapportés par les organismes gouvernementaux et les sociétés extractives après avoir tenu compte des ajustements.

| Flux de paiement | Déclarations initiales (GNF) | | | Ajustements (GNF) | | | Chiffres après ajustements (GNF) | | |
|--|------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|------------------------|----------------------------------|--------------------------|------------------------|
| | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence | Sociétés | Etat | Différence |
| Avances et Prêts | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Loyer sur les infrastructures | 46 696 250 575 | 33 366 247 816 | 13 330 002 759 | 2 473 724 557 | 15 803 712 835 | (13 329 988 278) | 49 169 975 132 | 49 169 960 651 | 14 481 |
| Impôt sur les bénéfices | 749 558 509 861 | 371 226 667 048 | 378 331 842 813 | (8 747 495 057) | 373 460 385 269 | (382 207 880 326) | 740 811 014 804 | 744 687 052 317 | (3 876 037 513) |
| Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | 112 713 353 298 | 103 103 572 451 | 9 609 780 847 | (3 776 268 179) | 4 879 323 712 | (8 655 591 891) | 108 937 085 119 | 107 982 896 163 | 954 188 956 |
| TVA | 13 187 808 916 | 144 993 125 | 13 042 815 791 | - | - | - | 13 187 808 916 | 144 993 125 | 13 042 815 791 |
| Taxes minière (Bauxite & Alumine) | 18 145 300 119 | 682 802 044 170 | (664 656 744 051) | (48 045 312) | (665 191 361 629) | 665 143 316 317 | 18 097 254 807 | 17 610 682 541 | 486 572 266 |
| Dividendes de l'Etat | 71 002 886 026 | 4 552 275 225 | 66 450 610 801 | - | 71 002 886 026 | (71 002 886 026) | 71 002 886 026 | 75 555 161 251 | (4 552 275 225) |
| Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | 184 576 461 867 | 194 253 397 304 | (9 676 935 437) | 1 122 777 232 | 895 177 931 | 227 599 301 | 185 699 239 099 | 195 148 575 235 | (9 449 336 136) |
| Droits de Douane | 49 937 882 152 | 54 190 031 433 | (4 252 149 281) | - | - | - | 49 937 882 152 | 54 190 031 433 | (4 252 149 281) |
| Taxes d'enregistrement sur les importations | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Cotisations CNSS | 17 503 533 898 | 17 324 372 037 | 179 161 861 | 242 111 358 | - | 242 111 358 | 17 745 645 256 | 17 324 372 037 | 421 273 219 |
| Paiements Directs | 1 263 321 986 712 | 1 460 963 600 609 | (197 641 613 897) | (8 733 195 401) | (199 149 875 856) | 190 416 680 455 | 1 254 588 791 311 | 1 261 813 724 753 | (7 224 933 442) |
| Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0,4%) | 611 635 340 | - | 611 635 340 | - | - | - | 611 635 340 | - | 611 635 340 |
| Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | 11 107 518 735 | - | 11 107 518 735 | (4 155 390 873) | - | (4 155 390 873) | 6 952 127 862 | - | 6 952 127 862 |
| Autres Contributions | 11 719 154 075 | - | 11 719 154 075 | (4 155 390 873) | - | (4 155 390 873) | 7 563 763 202 | - | 7 563 763 202 |
| Total flux de paiement | 1 275 041 140 787 | 1 460 963 600 609 | (185 922 459 822) | (12 888 586 274) | (199 149 875 856) | 186 261 289 582 | 1 262 152 554 513 | 1 261 813 724 753 | 338 829 760 |

Nous présentons ci-dessous les écarts résiduels non réconciliés en distinguant entre les écarts positifs et ceux négatifs. En effet les écarts résiduels qui s'élèvent à **338 829 760 GNF** se composent de la somme des écarts positifs qui s'élèvent à **27 016 715 935 GNF** et des écarts négatifs s'élevant à **(26 677 886 175) GNF**.

| Flux de paiement | Chiffres après ajustements (GNF) | | | | |
|--|----------------------------------|--------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|
| | Sociétés | Etat | Différence positive | Différence négative | Différence |
| Avances et Prêts | - | - | - | - | - |
| Loyer sur les infrastructures | 49 169 975 132 | 49 169 960 651 | 14 481 | - | 14 481 |
| Impôt sur les bénéfécies | 740 811 014 804 | 744 687 052 317 | 767 083 425 | (4 643 120 938) | (3 876 037 513) |
| Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | 108 937 085 119 | 107 982 896 163 | 2 065 566 656 | (1 111 377 700) | 954 188 956 |
| TVA | 13 187 808 916 | 144 993 125 | 13 187 808 916 | (144 993 125) | 13 042 815 791 |
| Taxes minière (Bauxite & Alumine) | 18 097 254 807 | 17 610 682 541 | 486 572 266 | - | 486 572 266 |
| Dividendes de l'Etat | 71 002 886 026 | 75 555 161 251 | - | (4 552 275 225) | (4 552 275 225) |
| Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | 185 699 239 099 | 195 148 575 235 | - | (9 449 336 136) | (9 449 336 136) |
| Droits de Douane | 49 937 882 152 | 54 190 031 433 | 2 524 633 770 | (6 776 783 051) | (4 252 149 281) |
| Taxes d'enregistrement sur les importations | - | - | - | - | - |
| Cotisations CNSS | 17 745 645 256 | 17 324 372 037 | 421 273 219 | - | 421 273 219 |
| Paiements Directs | 1 254 588 791 311 | 1 261 813 724 753 | 19 452 952 733 | (26 677 886 175) | (7 224 933 442) |
| Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0,4%) | 611 635 340 | - | 611 635 340 | - | 611 635 340 |
| Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | 6 952 127 862 | - | 6 952 127 862 | - | 6 952 127 862 |
| Autres Contributions | 7 563 763 202 | - | 7 563 763 202 | - | 7 563 763 202 |
| Total flux de paiement | 1 262 152 554 513 | 1 261 813 724 753 | 27 016 715 935 | (26 677 886 175) | 338 829 760 |

4.3 Les ajustements

4.3.1 Pour les sociétés extractives

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés extractives se résument comme suit :

| Ajustements sur les déclarations des sociétés extractives | GNF | % du total déclaré |
|---|-------------------------|--------------------|
| Omission de la part des sociétés (a) | 16 243 178 335 | 1,27% |
| Taxes reportées mais payées en dehors de la période de réconciliation (b) | (28 761 804 749) | 2,26% |
| Taxes doublement déclarées par les sociétés(c) | (320 914 548) | 0,03% |
| Différence entre montant reporté et le montant effectivement payé (d) | (48 045 312) | 0,00% |
| Taxes hors périmètre de réconciliation (e) | (1 000 000) | 0,00% |
| Total ajustement net sur les déclarations initiales | (12 888 586 274) | 1,01% |

- (a) Il s'agit des flux de paiements effectués par les sociétés extractives mais qui n'ont pas été reportés par celles-ci. Le détail de ces montants initialement déclaré par l'Etat a fait l'objet d'une confirmation de la part des sociétés extractives concernées par la suite. Ces ajustements ne comprennent pas les paiements qui ont été confirmés par les sociétés extractives et incorporés dans la déclaration définitive de ces dernières.
- (b) Il s'agit des flux de paiement reportés mais qui sont déclarés/payés hors de la période de réconciliation à savoir payés avant le 1^{er} janvier 2010 ou après le 31 décembre 2010.
- (c) Il s'agit d'un seul montant reporté doublement par la société CBK au titre des Retenues sur salaires, les montants reportés ont été ajustés pour les besoins de la réconciliation.
- (d) Il s'agit principalement des montants reportés par la société Rio Tinto au titre des redevances superficielles payés par la dite société et n'entrant pas dans le champ d'application des impôts et taxes retenus.

Les ajustements opérés par société se détaillent comme suit :

Chiffres en GNF

| Sociétés | Omission de la part des sociétés | Taxes payées hors période de réconciliation | Taxes doublement déclarées par les sociétés | Taxes hors périmètre de réconciliation | Différence entre montant reporté et le montant effectivement payé | Total |
|--------------|----------------------------------|---|---|--|---|-------------------------|
| CBG | 14 420 248 507 | (26 589 450 329) | - | - | - | (12 169 201 822) |
| SMD | - | (2 185 128 011) | - | - | 3 000 000 | (2 182 128 011) |
| SEMAFO | 1 110 003 641 | - | - | - | - | 1 110 003 641 |
| SAG | 239 906 215 | 12 773 591 | - | - | - | 252 679 806 |
| CBK | 473 019 972 | - | (320 914 548) | - | (4 000 000) | 148 105 424 |
| RIO TINTO | - | - | - | (48 045 312) | - | (48 045 312) |
| Total | 16 243 178 335 | (28 761 804 749) | (320 914 548) | (48 045 312) | (1 000 000) | (12 888 586 274) |

- (e) Il s'agit d'écarts relevés entre le montant reporté par les sociétés extractives et les paiements effectifs. Les ajustements ont été réalisés sur la base des copies de quittance et/ou de la confirmation des sociétés concernées.

4.3.2 Pour les entités et administrations publiques

Les ajustements opérés sur les déclarations des entités et administrations publiques se résument comme suit :

| Ajustements sur les déclarations de l'Etat | Montant en GNF | % du total déclaré |
|--|--------------------------|--------------------|
| Taxes doublement reportées (a) | (220 715 860 465) | 15,11% |
| Paiements perçus d'une entité hors du périmètre de réconciliation (b) | 9 224 451 604 | 0,63% |
| Omission de la part des organismes de l'Etat (c) | 11 113 777 967 | 0,76% |
| Paiements perçus au titre de taxes hors de périmètre de réconciliation (d) | (2 423 969 785) | 0,17% |
| Débours imputés par la CBG sur les loyers d'infrastructures (e) | 3 651 724 823 | 0,25% |
| Total ajustement net sur les déclarations initiales | (199 149 875 856) | 13,63% |

- (a) Il s'agit de deux paiements totalisant USD 37 214 592 déclarées à la fois par la DGI en tant qu'impôts sur les sociétés et par le Trésor en tant que taxes minières. Les paiements déclarés par le Trésor ont été ajustés pour les besoins de la réconciliation.
- (b) Il s'agit d'un paiement déclaré par la société CBK au titre de la taxe sur les infrastructures payée à l'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM). L'ajustement a été opéré sur la base des documents justifiants le dit paiement.
- (c) Il s'agit des flux de paiements reçus par l'Etat mais n'ayant pas été reportés. Ces ajustements ont été soit confirmés par les organismes d'Etat concernés soit par l'obtention des quittances/preuve de paiement de la part des sociétés extractives. Les ajustements opérés par ces sociétés se détaillent comme suit :

Chiffres en GNF

| Sociétés | Taxes perçues et non reportées par la Cadastre | Taxes perçues et non reportées par la DNI (i) | Taxes perçues et non reportées par la DGD | Total |
|--------------|--|---|---|-----------------------|
| CBG | 2 927 536 408 | - | - | 2 927 536 408 |
| SAG | - | 7 291 063 628 | - | 7 291 063 628 |
| SEMAFO | - | - | 895 177 931 | 895 177 931 |
| Total | 2 927 536 408 | 7 291 063 628 | 895 177 931 | 11 113 777 967 |

- (i) Ces omissions proviennent essentiellement des déclarations manuelles opérées par les sociétés extractives au niveau des recettes des délégations et des communes. S'agissant de déclarations manuelles, le détail de ces paiements ne peut pas être extrait du système d'information de la DNI au niveau centrale et n'a donc pas été reporté par cette dernière dans les formulaires de déclaration. Les ajustements ont été effectués sur la base des quittances présentées par la SAG justifiant le versement de ces montants.
- (d) Il s'agit des taxes non retenues dans le référentiel ITIE qui sont perçues par l'Etat et non reportées par les entreprises extractives. Ces taxes, incluant essentiellement des retenues sur revenus non salariaux.
- (e) Il s'agit des débours imputés par la CBG sur les loyers d'infrastructures au titre des frais pris en charge par celle-ci pour le compte de l'ANAIM pour un montant de 3 651 724 823 GNF. Les loyers d'infrastructure reportés par l'Etat se trouvent ainsi minorés du montant desdits débours.

5. ECARTS DEFINITIFS NON RECONCILIES

Suite aux ajustements opérés, les écarts résiduels non réconciliés sur les flux de paiements s'élevèrent à **338 829 760 GNF**. Ces écarts sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

| Sociétés | Ecart résiduel | Origine des Ecart résiduels (GNF) | | | | | Ecart non significatif |
|--|--------------------|---------------------------------------|---|---|---|---|------------------------|
| | | Absence de base de réconciliation (a) | Flux de paiements reportés par l'Etat non confirmé par les sociétés extractives (b) | Formulaire de déclaration non envoyé par l'Etat (c) | Taxes reportées par les sociétés extractives non confirmé par des pièces justificatives (d) | Formulaire de déclaration non envoyé par la société (e) | |
| RIO TINTO | 8 387 530 323 | 8 087 841 962 | - | 299 688 361 | - | - | - |
| SEMAFO | 8 131 720 662 | 46 538 009 | (352 838 031) | 84 130 440 | 8 353 890 244 | - | - |
| Exploitation Artisanale du Diamant (BNE) | (3 458 544 775) | - | - | - | - | (3 458 544 775) | - |
| SMD | (3 120 214 807) | - | (3 731 850 157) | 611 635 340 | - | - | 10 |
| Exploitation Artisanale d'Or (BCRG) | (4 593 525 413) | - | - | - | - | (4 593 525 413) | - |
| Rusal Friguia | (2 126 594 032) | (3 479 281 585) | - | 1 352 687 553 | - | - | - |
| CBG | (1 985 653 416) | (2 417 620 847) | - | 431 952 950 | - | - | 14 481 |
| SAG | (1 731 944 254) | - | (6 335 445 464) | 4 687 978 424 | - | - | (84 477 214) |
| CBK | 836 055 472 | 885 355 723 | (144 993 125) | 95 690 134 | - | - | 2 740 |
| Total | 338 829 760 | 3 122 833 262 | (10 565 126 777) | 7 563 763 202 | 8 353 890 244 | (8 052 070 188) | (84 459 983) |

L'origine des écarts résiduels non réconciliés peuvent être analysés comme suit :

(a) Absence de base de réconciliation

Il s'agit des paiements et des recettes déclarés par les différentes sociétés et Administrations et n'ayant pas été réconciliés. Ces opérations se détaillent comme suit :

- les paiements versés à la DGD pour un montant de et qui n'ont pas pu être réconciliés en raison de la base utilisée par les sociétés extractives pour la déclaration des droits de douane. En effet, la déclaration des sociétés extractives a été préparée sur la base des paiements et non sur la base des quittances. Cette situation ne nous a pas permis de trouver une clé commune pour la réconciliation des écarts quittance par quittance ; et
- les paiements versés par les sociétés « Rusal Friguia » et « Rio Tinto » pour respectivement (3 479 281 585) GNF et 8 087 841 962 GNF et qui n'ont pas été réconciliés en raison de l'indisponibilité du détail relatif à ces paiements. En effet les dites sociétés n'ont pas soumis le détail de leurs paiements ce qui rend impossible la réconciliation de ces paiements avec ceux déclarés par les Administrations.

(b) Flux de paiements reportés par l'Etat non confirmé par les sociétés extractives

Il s'agit des flux de paiements reportés par l'Etat mais non confirmés par la société extractive concernée par ces paiements. Les flux de paiement non confirmés concernent principalement la SAG et la SMD. Les montants des dits paiements se présentent dans le tableau ci-après:

| Flux de paiement | Société | Date | Montant (GNF) | Références reportés par l'Etat |
|-------------------------------------|---------|------------|-------------------------|--------------------------------|
| Droits de Douane | SMD | - | (2 633 705 486) | Plusieurs Quittance |
| Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | SMD | - | (986 714 396) | Plusieurs Quittances |
| Impôt sur les bénéfices | SMD | 20/07/2010 | (111 430 275) | Quittance: 200810831 |
| Droits de Douane | SAG | - | (57 713 521) | Plusieurs quittances |
| Dividendes de l'ETAT | SAG | 24/12/2010 | (4 552 275 225) | Avis 25003601 |
| Droits de Douane | SAG | - | (1 725 456 718) | Plusieurs quittances |
| TOTAL | | | (10 067 295 621) | |

(c) Formulaire de déclaration non envoyé par l'Etat

Il s'agit de la « taxe sur le chiffre d'affaires » et des « impôts locaux » reportés par les sociétés extractives comme étant versés aux communes et aux localités. Ces dernières n'ayant pas été sollicitées dans le cadre de l'exercice de réconciliation, il a été impossible d'avoir une approche contradictoire sur ces flux qui n'ont pas fait de réconciliation.

(d) Taxes reportées par les sociétés extractives non confirmé par des pièces justificatives

Il s'agit de flux de paiements reportés par la société SEMAFO au titre de la TVA et non déclarés par l'Etat. Ces flux de paiement ont fait l'objet d'une communication à ladite société pour obtenir les justificatifs et copies des quittances de paiement. N'ayant pas reçu les documents demandés à la date de clôture de notre missions, nous n'avons pas pu ajuster ces flux de paiement dans le cadre du présent rapport.

(e) Formulaire de déclaration non envoyé par la société

Il s'agit des écarts résultants de la non soumission de formulaires de déclaration par les Comptoirs d'Achat du Diamant ainsi que par les Artisans d'Or. Cette situation n'a pas permis de réconcilier les paiements reportés par l'Etat comme étant encaissés de la part de ces entités.

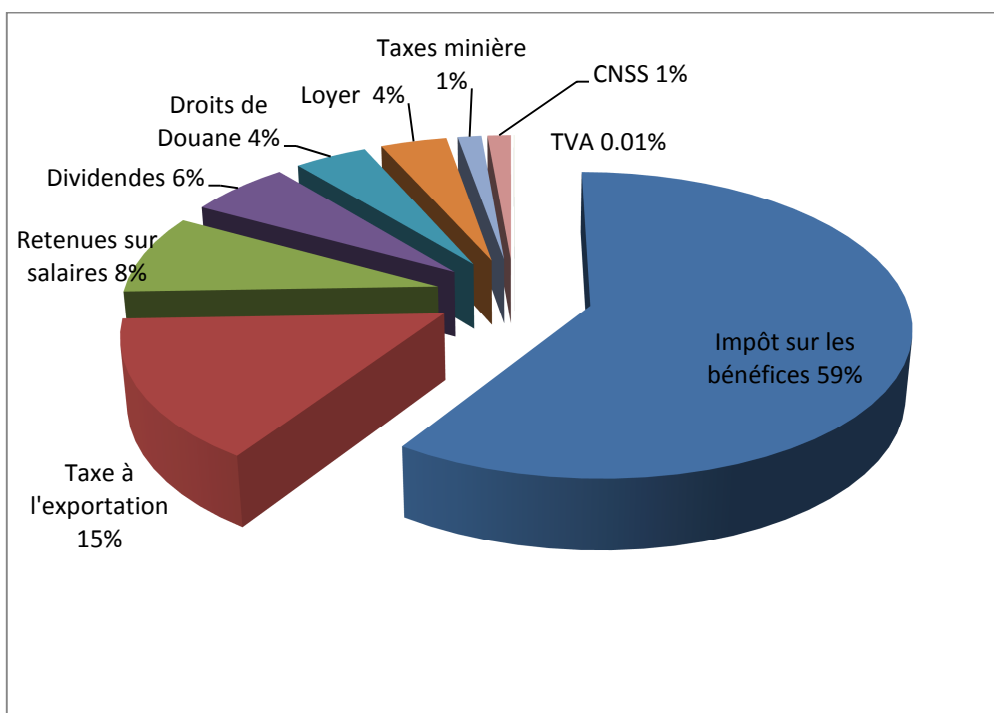
6. ANALYSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS DU SECTEUR EXTRACTIF COUVERT

Nous présentons dans les tableaux ci-dessous une synthèse des paiements après ajustements par secteur d'activité et des flux d'avantage reçus rapportés par les différents organismes et administration de l'Etat.

6.1 Contribution des flux

Le tableau ci-dessous présente la contribution de chaque flux des paiements directs rapportée au total des revenus déclarés par l'Etat et inclus dans le référentiel pour l'année 2010.

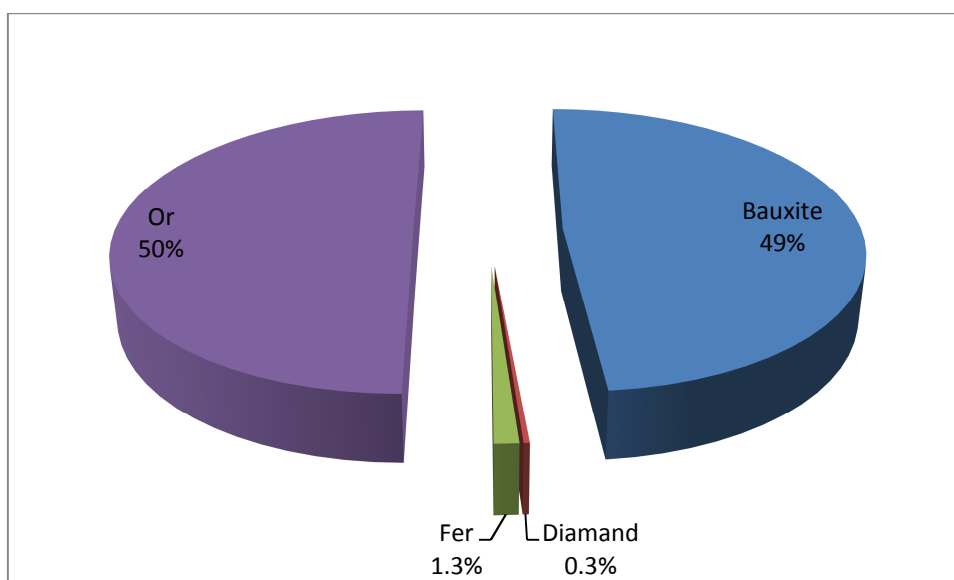
| Flux de paiement | Revenus de l'Etat (GNF) | % du total revenus |
|--------------------------------|--------------------------|--------------------|
| Impôt sur les bénéfices | 744 687 052 317 | 59,02% |
| Taxe à l'exportation | 195 148 575 235 | 15,47% |
| Retenues sur salaires | 107 982 896 163 | 8,56% |
| Dividendes de l'Etat | 75 555 161 251 | 5,99% |
| Droits de Douane | 54 190 031 433 | 4,29% |
| Loyer sur les infrastructures | 49 169 960 651 | 3,90% |
| Taxes minière | 17 610 682 541 | 1,40% |
| Cotisations CNSS | 17 324 372 037 | 1,37% |
| TVA | 144 993 125 | 0,01% |
| Total Paiements Directs | 1 261 813 724 753 | 100% |



6.2 Contribution du secteur extractif par activité

Le tableau ci-dessous inclut les chiffres consolidés, après ajustements, des revenus déclarés par l'Etat des recettes du secteur extractif par ressource minière :

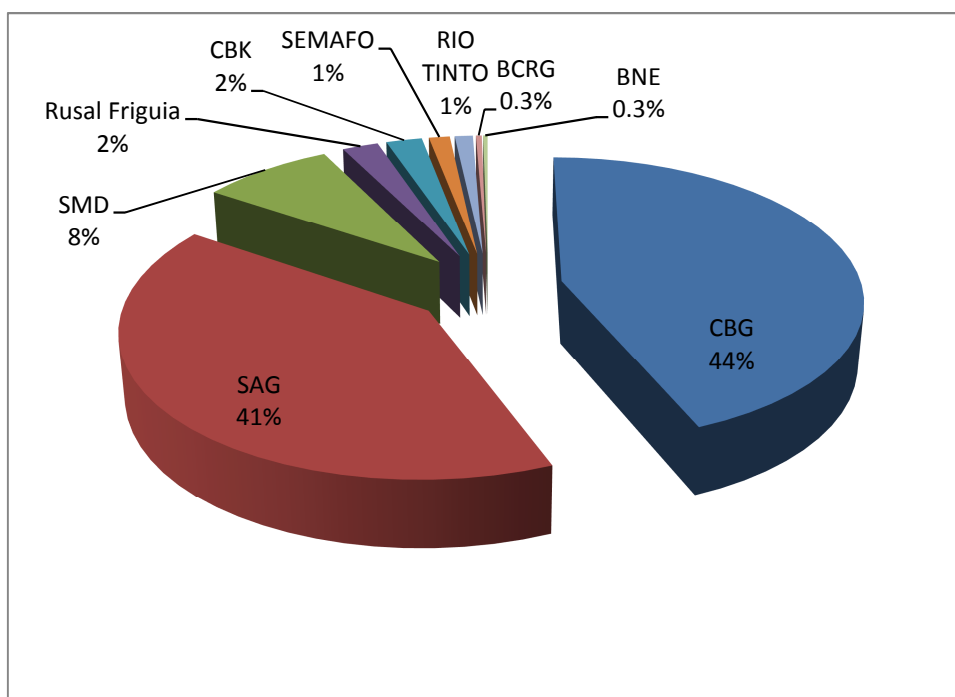
| Secteur | Revenus de l'Etat (GNF) | % du total revenus |
|------------------------------------|--------------------------|--------------------|
| Exploitation industrielle de l'or | 630 729 910 575 | 50% |
| Exploitation de la Bauxite | 608 935 118 231 | 48% |
| Exploration du Fer | 14 096 625 759 | 1.3% |
| Exploitation artisanale du Diamant | 3 458 544 775 | 0.3% |
| Exploitation artisanale de l'or | 4 593 525 413 | 0.4% |
| Total Secteur Extractif | 1 261 813 724 753 | 100% |



6.3 Contribution du secteur extractif par société

Le tableau ci-dessous inclut les chiffres consolidés, après ajustements, des revenus déclarés par l'Etat des recettes du secteur extractif par société minière :

| Société | Revenus de l'Etat (GNF) | % du total revenus |
|--|--------------------------|--------------------|
| CBG | 552 992 422 353 | 43,83% |
| SAG | 511 816 849 713 | 40,56% |
| SMD | 102 673 547 796 | 8,14% |
| Rusal Friguia | 28 001 058 012 | 2,22% |
| CBK | 27 941 637 866 | 2,21% |
| SEMAFO | 16 239 513 066 | 1,29% |
| RIO TINTO | 14 096 625 759 | 1,12% |
| Exploitation Artisanale d'Or (BCRG) | 4 593 525 413 | 0,36% |
| Exploitation Artisanale du Diamant (BNE) | 3 458 544 775 | 0,27% |
| Total | 1 261 813 724 753 | 100% |



6.4 Revenus déclarés dans le présent rapport ITIE au prorata des revenus du Gouvernement et du PNB

Ce tableau informe sur la contribution des recettes de l'industrie extractive dans le budget de l'Etat guinéen ainsi que la proportion de ces recettes par rapport au Produit Net Brut.

| Année | Total reporté par le Gouvernement (Million GNF) | Revenu Total du Gouvernement (Million GNF) | Rapport ITIE/Revenus Totaux | PNB (Million GNF)* | Rapport ITIE/PNB |
|-------|---|--|-----------------------------|--------------------|------------------|
| 2007 | 700 661 | 2 620 290 | 27% | 17 354 234 | 4% |
| 2008 | 970 100 | 3 351 789 | 29% | 20 780 430 | 5% |
| 2009 | 975 190 | 3 662 490 | 27% | 22 132 627 | 4% |
| 2010 | 1 261 814 | 4 257 690 | 30% | 27 118 423 | 5% |

(*) Source: Fonds Monétaire international (FMI).

7. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

1. Retard dans la réalisation de la réconciliation des flux de paiements

Le déclenchement du processus de réalisation de la mission de réconciliation des flux de paiements pour les années 2007 à 2010 a accusé un retard conséquent par rapport aux échéances de publication préconisées par le Secrétariat International de l'ITIE. Ceci a été causé principalement par la demande de suspension de la Guinée de son statut de pays candidat pendant la période allant de décembre 2009 à février 2011.

Cette situation a eu pour conséquences :

- des difficultés pour les différentes parties prenantes pour la préparation des informations nécessaires aux travaux de rapprochement. En effet, la réconciliation a été réalisée en 2012 alors que les informations demandées remontent jusqu'en 2010 ;
- limitation des travaux de rapprochement et d'investigation en raison du retard accusé dans la transmission des données ce qui a engendré l'existence de plusieurs écarts non justifiés.

Nous recommandons pour les exercices futurs de lancer le processus de réconciliation des flux de paiements assez tôt afin de permettre à toutes les parties prenantes (entreprises minières, administrations, Secrétariat ITIE, Conciliateur) de disposer de suffisamment de temps pour préparer la mission, effectuer tous les travaux d'investigation nécessaires et finaliser le rapport en corroborant les constatations de la réconciliation.

2. Elargissement du Référentiel ITIE

Nous avons constaté que l'étude de cadrage réalisée a inclus seulement une description du secteur minier en Guinée sans pour autant contenir des éléments chiffrés récents sur la matérialité retenue pour le choix du référentiel ITIE. En effet, certaines entités faisant partie du secteur extractif n'ont pas été intégrées dans le processus de réconciliation (Communes et collectivités locales, Fonds de promotion et de Développement Miniers) et d'autres ont été intégrées au cours des travaux de réconciliation (Rio Tinto). D'autre part, certains flux entrant dans le cadre de la fiscalité du secteur extractif n'ont pas été pris en compte dans le Référentiel ITIE (RAS/Revenus non salariaux et l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières).

Cette situation ne permet pas de s'assurer que tous les flux significatifs ont été pris en compte dans l'exercice de réconciliation et n'a pas permis dans certains cas de réconcilier ou de confirmer les taxes et paiements effectués par les sociétés extractives aux administrations et entités gouvernementales.

Nous recommandons, pour les années futures, d'effectuer une étude de cadrage préalablement à chaque exercice de réconciliation. Cette étude est nécessaire pour se prononcer sur les points suivants :

- *La matérialité choisie pour s'assurer que les flux de revenus significatifs ont été retenus ;*
- *Les entreprises qui feront une déclaration ;*
- *Les entités gouvernementales qui feront une déclaration ; et*
- *Le degré d'agrégation ou de désagrégation des données du rapport ITIE.*

3. Problème des paiements à la DGD

Nous avons relevé lors de nos travaux de réconciliation que les paiements à la DGD ont été déclarés par la majorité des entreprises extractives sur la base des paiements et non sur la base des quittances. Cependant, l'information disponible au niveau des déclarations de la DGD est basée sur les quittances de liquidations.

Cette situation n'a pas permis de réconcilier les paiements effectués à la DGD et d'analyser ou d'ajuster les écarts dégagés.

Une réflexion sur les paiements effectués à la DGD doit être faite afin de prendre une position claire quant aux modalités de déclaration des dits paiements et afin de préconiser un procédé commun de traitement par les différentes parties prenantes permettant la réconciliation de ces paiements durant les prochains exercices.

4. Insuffisance au niveau du suivi des données par les administrations publiques

Nous avons relevé dans le cadre de nos travaux de réconciliation que la DNI n'a pas reporté les taxes et impôts perçus et traités de façon manuelle au niveau des recettes des communes. Ces paiements ne peuvent pas être extraits du système d'information de la DNI au niveau central.

Cette situation ne permet pas une analyse adéquate des écarts relevés ainsi que leurs ajustements.

Nous recommandons que la DNI prenne les dispositions nécessaires sur le plan organisationnel et informatique pour assurer l'exhaustivité de leurs déclarations pour les prochains exercices.

5. Non soumission des déclarations certifiées

L'attestation des données des sociétés extractives et des administrations de l'Etat prévue par l'Action 18 préconisée par le Livre source ITIE et des exigences n°12 et n°13 des nouvelles règles ITIE (Edition novembre 2011) est un élément essentiel dans le processus ITIE qui permet de s'assurer de la fiabilité des données soumises à la conciliation.

Par ailleurs et à la date de rédaction du présent rapport, seules 3 sociétés sur 6 ont soumis une déclaration certifiée par un auditeur externe. En contre partie, aucune administration de l'Etat n'a pu soumettre cette attestation.

Nous recommandons au Comité de Pilotage de prendre les mesures nécessaires afin de pallier à cette insuffisance par :

- *la sensibilisation des parties prenantes à l'importance de ce volet dans le processus ITIE ; et*
- *la fixation d'un délai raisonnable pour la certification des données.*

6. Retard dans la soumission des déclarations de paiements

La soumission des déclarations sur les flux de paiement a été effectuée avec des retards. En effet, malgré le délai de deux semaines accordé aux parties prenantes pour la préparation des formulaires de déclaration, certaines entreprises minières et administrations ont fourni leurs déclarations les derniers jours de la mission. D'autres entités n'ont pas soumis leurs formulaires.

Cette situation n'a pas permis l'examen et l'analyse des différences relevées, ce qui a engendré l'existence de plusieurs écarts non justifiés.

Nous recommandons pour les exercices futurs d'œuvrer pour une meilleure implication des parties prenantes dans l'exercice de réconciliation à travers :

- *la communication sur la mission de réconciliation et sur son calendrier indicatif préalablement à son lancement ;*
- *la fixation d'un calendrier détaillé des différentes étapes du processus de réconciliation des flux de paiements. Ce calendrier doit fixer des délais raisonnables pour la préparation des données et le dépôt des déclarations et ne doit pas être concomitant avec les périodes des arrêtés de comptes des sociétés extractives ;*
- *la nomination d'un responsable chargé de l'élaboration des déclarations des paiements et le suivi des travaux de justification et de réconciliation. Ce responsable sera le vis-à-vis direct de l'équipe chargée des travaux de réconciliation; et*
- *la préparation d'un dossier ITIE au sein de chaque entité comportant tous les détails des montants déclarés, pièces justificatives et toute autre information utile aux travaux de réconciliation.*

7. Absence de justificatifs des paiements

Lors des travaux de réconciliation des flux de paiements reportés par la CBG, nous avons relevé que les quittances des montants virés au titre de l'impôt sur les sociétés (IS) ne sont pas obtenues par la société lors de chaque paiement. Ces quittances ne sont pas obtenues ni lors des avances mensuelles ni lors de la liquidation définitive de l'IS.

Cette situation ne permet pas une identification et une traçabilité claire des paiements effectués engendrant des difficultés et des retards dans les travaux de réconciliation et d'analyse des écarts provenant notamment des opérations financières qui viennent s'imputer sur les paiements d'impôts.

Nous recommandons que tout paiement effectué par les sociétés extractives doit systématiquement faire l'objet d'une quittance émise par l'administration compétente et que ces quittances devraient être archivées et mises à disposition dans le dossier à préparer par chaque entité à l'occasion des travaux annuels de réconciliation ITIE.

8. Absence d'une base de données des entreprises opérant dans le secteur minier

Nous avons constaté que le Secrétariat Exécutif ne dispose pas d'une base de données à jour contenant tous les documents juridiques (statuts, actionnariat, convention, avenants), financiers (états et rapports financiers), et techniques (état de production, statistiques du secteur) relatifs aux sociétés minières.

Cette situation peut constituer un handicap pour le Secrétariat Exécutif dans l'exécution de sa mission et ne permet pas d'anticiper les nouveaux besoins et les changements qui peuvent impacter l'exercice de réconciliation.

Nous recommandons qu'une base de données soit tenue au niveau du Secrétariat de l'ITIE comprenant toutes les informations relatives aux entreprises opérant dans le secteur minier. Cette base de données doit être mise à jour au moins une fois par an.

9. Traitement des opérations financières avec les sociétés extractives

Lors de nos travaux de réconciliation nous avons noté l'existence de transactions financières entre la CBG et l'Etat couvrant des opérations de prêts/emprunts et de gestion pour compte (fond du port de l'ANAIM). Ces flux financiers viennent s'imputer sur les paiements d'imports.

Cette situation peut être une source d'ambiguïté dans la mesure où ces opérations affectent directement les flux de paiement relatifs à l'activité minière proprement dite.

Afin d'améliorer la transparence de ces flux, nous recommandons de mener une réflexion sur :

- *Les moyens pour éviter toute interférence de ces opérations dans le processus de détermination des revenus du secteur extractif ; et*
- *L'opportunité d'inclure ces opérations en tant qu'informations extra réconciliation dans le rapport ITIE afin de donner une information sur la nature et les conditions des engagements pris par l'Etat avec les sociétés extractives.*

10. Prise en compte du secteur artisanal dans le périmètre de réconciliation ITIE

Les revenus provenant de l'exploitation artisanale de l'or et du diamant ont été retenus dans le périmètre de la réconciliation à travers la prise en compte du BNE et de la BCRG. Néanmoins, ces structures jouent le rôle de collecteurs pour le compte de l'Etat des flux de paiement provenant de la dite exploitation.

Cette situation ne permet pas de confronter les revenus reportés par ces deux structures avec les paiements effectifs des entités redevables des taxes à l'exportation de l'or et du diamant (Comptoirs d'achat du Diamant et les bureaux agréés d'exportation d'or).

Nous recommandons pour les exercices futurs d'intégrer dans l'étude de cadrage une analyse détaillée des problématiques posées par le secteur artisanal et de définir les modalités pratiques de prise en compte des parties prenantes à ce secteur dans le référentiel ITIE compte tenu de la matérialité et des problématiques identifiés.

8. CONCLUSIONS

Nos conclusions suite aux travaux effectués dans le cadre de notre mandat de réconciliation des flux de paiements effectués par les sociétés extractives et des revenus perçus par l'Etat pour l'exercice 2010 peuvent être résumées comme suit :

1. Un nombre important d'écarts a été constaté entre les montants des paiements déclarés par les sociétés extractives et les montants des revenus perçus par les administrations. Nous avons pu ajuster plusieurs écarts aussi bien au niveau des déclarations des sociétés extractives qu'au niveau des déclarations de l'Etat. Toutefois, plusieurs écarts n'ont pas pu être analysés et ajustés en raison de l'absence du détail ou le défaut de déclaration.
2. Le retard accusé dans la collecte des justificatifs et informations auprès de certaines sociétés extractives et administrations de l'Etat a eu pour conséquence le ralentissement des travaux de réconciliation et des difficultés dans l'ajustement des écarts.
3. L'écart global net non ajusté au titre de l'exercice 2010 entre les flux de paiements des sociétés extractives objet de la réconciliation et les revenus de l'Etat s'élève à **338 829 760 GNF**.

Toutefois cet écart ne peut pas être considéré comme un écart définitif étant donné que les investigations et travaux de rapprochement ont été limités dans le temps et certaines informations nous sont parvenues avec retard.

ANNEXES

Annexe 1 : Tableaux de production déclarée par les sociétés extractives

| Sociétés | Production | | | |
|--|-----------------|-----------------------|-----------------------|-------------------|
| | Or (en once) | Diamant (en Carat) | Bauxite (en Tonne) | Fer (en Tonne) |
| CBG | - | - | 13 109 531 | - |
| CBK | - | - | 2 944 550 | - |
| Rusal Friguia | - | - | nc | - |
| SAG | 321 347 | - | - | - |
| SMD | 236 992(i) | - | - | - |
| SEMAFO | nc | - | - | - |
| Exploitation Artisanale du Diamant (BNE) | - | 333 365 | - | - |
| Exploitation Artisanale d'Or (BCRG) | 130 541(i) | - | - | - |
| RIO TINTO | - | - | - | nc |
| Total | 688 880 | 333 365 | 16 054 081 | - |

nc : non communiqué (i) : quantité convertit du grs brut en once

Annexe 2 : Répartition des titres miniers par société extractive⁽¹⁾

| Société | Substance principale | Type du permis | Référence du titre | Date d'octroi | Date d'expiration | Superficie (en km2) | Localité |
|----------------------|----------------------|---------------------------|--|---------------|-------------------|---------------------|----------------------|
| CBG | Bauxite | Concession Minière | D/2005/052PRG/SGS | 23/06/1964 | 22/06/2039 | 2 939 | Boké, Gaoual |
| | | | | 22/11/2005 | 21/11/2040 | | |
| CBK | Bauxite | Concession Minière | A/2001/5008/MMGE/SGG | 14/11/2001 | 13/11/2011 | 1 015 | Kindia |
| Rusal Friguia | Bauxite | Concession Minière | D1973/164/PRG | 09/07/1973 | nc | 1 776 | Fria |
| SAG | Or | Concession Minière | D/97/171/PRG/SGG | 04/08/1997 | 03/08/2022 | 1 495 | Siguiri |
| SMD | Or | Concession Minière | D/94/024/PRG/SGG | 21/03/1994 | 20/03/2018 | 1 500 | Dinguiraye |
| SEMAFO | Or | Recherche et Exploitation | A2000/545/MMGE/SGG | 21/12/200 | 20/12/2010 | 890 | Kouroussa Siguiri |
| | | | A2008/4744/MMG/SGG | 20/11/2008 | 19/11/2018 | | |
| | | | A2010/1058/MMG/SGG | 27/04/2010 | 26/04/2020 | | |
| | | | A2010/5176.5177.5179.5180. 5181/MMG/SGG | 05/11/2010 | 04/11/2012 | | |
| RIO TINTO | Nc | nc | nc | nc | nc | nc | nc |

nc : non communiqué - na : non applicable –

(1) Source : Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)

Annexe 3 : Fiche signalétique des sociétés incluses dans référentiel ITIE

| Société | Date de Création | Type d'activité | Nationalité de l'actionnaire principal | Capital (en GNF) | % de Participation de l'Etat |
|---------------|------------------|---|--|------------------|------------------------------|
| CBG | 1963 | Exploration et extraction de la Bauxite | Américaine | 2 000 000 USD | 49% |
| CBK | 2001 | Extraction de la Bauxite | Guinéenne | 50 000 000 GNF | - |
| Rusal Friguia | nc | nc | nc | nc | nc |
| SAG | 2005 | Extraction de l'Or | Guinéenne | 20 506 670 USD | 15% |
| SMD | 1992 | Extraction de l'Or | Guinéenne | 6 667 000 USD | - |
| SEMAFO | 1997 | Extraction de l'Or | Guinéenne | 50 000 000 GNF | 15% |
| Rio Tinto | nc | nc | nc | nc | nc |

NC : non communiqué

Annexe 4 : Tableaux de réconciliation par société

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration) |
| Numéro d'identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| CBG | |
|-------------|---------|
| 000415L- 1J | |
| 12.03.0713 | |
| 1. | Bauxite |
| 2. | |

| | |
|---------------------|------------|
| Production (en tonn | 13 109 531 |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-------|---|---------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|-------------------|------------------------|
| | | Initial | Ajustements | Final | Initial | Ajustements | Final | | |
| | Paiements directs | | | | | | | | |
| 1 | Avances et Prêts | | | - | | | - | DNDIP | - |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | 37 471 798 971 | 2 473 724 557 | 39 945 523 528 | 33 366 247 816 | 6 579 261 231 | 39 945 509 047 | Cadastre | 14 481 |
| 3 | Impôt sur les bénéfices | 459 904 050 908 | (12 728 936 027) | 447 175 114 881 | 73 702 499 743 | 373 472 615 138 | 447 175 114 881 | DNI | - |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | 24 461 352 909 | (1 918 568 841) | 22 542 784 068 | 22 542 784 068 | | 22 542 784 068 | DNI | - |
| 5 | TVA | | | - | | | - | DNI | - |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) | | | - | 373 472 615 138 | (373 472 615 138) | - | DNT | - |
| 7 | Dividendes de l'Etat | | | - | | | - | DNT | - |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | | | - | | | - | DND/BCRG/BNE | - |
| 9 | Droits de Douane | 36 699 657 730 | | 36 699 657 730 | 39 117 278 577 | | 39 117 278 577 | DND | (2 417 620 847) |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | | | - | | | - | DND | - |
| 11 | Cotisations CNSS | 4 207 157 291 | 4 578 489 | 4 211 735 780 | 4 211 735 780 | | 4 211 735 780 | CNSS | - |
| | Autres contribuions | | | | | | | | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) | | | - | | | - | Adm Locales | - |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficiaire) | 431 952 950 | | 431 952 950 | | | - | Adm Locales | 431 952 950 |
| | Sous-total des paiements directs | 563 175 970 759 | (12 169 201 822) | 551 006 768 937 | 546 413 161 122 | 6 579 261 231 | 552 992 422 353 | | (1 985 653 416) |
| | Contributions volontaires | | | | | | | | |
| 14 | Contribution au développement local | 200 000 000 | | 200 000 000 | | | | | |
| 15 | Projets sociaux | 6 570 584 997 | | 6 570 584 997 | | | | | |
| 16 | Autres contributions volontaires | | | - | | | | | |
| | Sous-total des contributions volontaires | 6 770 584 997 | - | 6 770 584 997 | | | | | |
| | Total Général | 569 946 555 756 | (12 169 201 822) | 557 777 353 934 | 546 413 161 122 | 6 579 261 231 | 552 992 422 353 | | |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) |
| Numéro d'identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| CBK | |
|-----------------|----------------|
| 000126P (TVA9D) | |
| 34-04-00558 | |
| 1. | Bauxite |
| 2. | |

| | |
|-----------------------|-----------|
| Production (en tonne) | 2 944 550 |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux |
|---|--|
| Paiements directs | |
| 1 | Avances et Prêts |
| 2 | Loyer sur les infrastructures |
| 3 | Impôt sur les bénéfices |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) |
| 5 | TVA |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) |
| 7 | Dividendes de l'Etat |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) |
| 9 | Droits de Douane |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations |
| 11 | Cotisations CNSS |
| Autres contributions | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) |
| Sous-total des paiements directs | |
| Contributions volontaires | |
| 14 | Contribution au développement local |
| 15 | Projets sociaux |
| 16 | Autres contributions volontaires |
| Sous-total des contributions volontaires | |
| Total Général | |

| Companies du seteur privé | | |
|----------------------------------|--------------------|-----------------------|
| Initial | Ajustements | Final |
| | | - |
| 9 224 451 604 | | 9 224 451 604 |
| | | - |
| 3 770 902 212 | 152 105 424 | 3 923 007 636 |
| | | - |
| 12 141 212 341 | | 12 141 212 341 |
| | | - |
| | | - |
| 1 658 161 375 | | 1 658 161 375 |
| | | - |
| 1 739 170 248 | (4 000 000) | 1 735 170 248 |
| | | - |
| 95 690 134 | | 95 690 134 |
| 28 629 587 914 | 148 105 424 | 28 777 693 338 |
| | | - |
| | | - |
| 32 000 000 | | 32 000 000 |
| 32 000 000 | - | 32 000 000 |
| 28 661 587 914 | 148 105 424 | 28 809 693 338 |

| Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|--------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------------|--------------------|
| Initial | Ajustements | Final | | |
| | | - | DNDIP | - |
| | 9 224 451 604 | 9 224 451 604 | Cadastre | - |
| 379 742 570 | (379 742 570) | - | DNI | - |
| 4 633 222 813 | (710 215 177) | 3 923 007 636 | DNI | - |
| 144 993 125 | | 144 993 125 | DNI | (144 993 125) |
| 12 141 209 601 | | 12 141 209 601 | DNT | 2 740 |
| | | - | DNT | - |
| | | - | DND/BCRG/BNE | - |
| 772 805 652 | | 772 805 652 | DND | 885 355 723 |
| | | - | DND | - |
| 1 735 170 248 | | 1 735 170 248 | CNSS | - |
| | | - | | - |
| | | - | Adm Locales | - |
| | | - | Adm Locales | 95 690 134 |
| 19 807 144 009 | 8 134 493 857 | 27 941 637 866 | | 836 055 472 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 19 807 144 009 | 8 134 493 857 | 27 941 637 866 | | |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) |
| Numéro d'Identification Fiscale (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| | |
|----------------------|--|
| Rusal Friguia | |
| 002880T/000006B | |
| 32-04-01046 | |
| 1. | |
| 2. | |

| | |
|---------------|--|
| Production () | |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux |
|-------|--|
| | Païements directs |
| 1 | Avances et Prêts |
| 2 | Loyer sur les infrastructures |
| 3 | Impôt sur les bénéfices |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) |
| 5 | TVA |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) |
| 7 | Dividendes de l'Etat |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) |
| 9 | Droits de Douane |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations |
| 11 | Cotisations CNSS |
| | Autres contribuions |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) |
| | Sous-total des paiements directs |
| | Contributions volontaires |
| 14 | Contribution au développement local |
| 15 | Projets sociaux |
| 16 | Autres contributions volontaires |
| | Sous-total des contributions volontaires |
| | Total Général |

| Companies du seteur privé | | |
|---------------------------|-------------|----------------|
| Initial | Ajustements | Final |
| | | - |
| | | - |
| | | - |
| 14 686 596 370 | | 14 686 596 370 |
| - | | - |
| 5 956 042 466 | | 5 956 042 466 |
| - | | - |
| - | | - |
| 1 744 959 845 | | 1 744 959 845 |
| - | | - |
| 2 134 177 746 | | 2 134 177 746 |
| | | - |
| 1 352 687 553 | | 1 352 687 553 |
| 25 874 463 980 | - | 25 874 463 980 |
| | | - |
| | | - |
| | | - |
| | | - |
| - | - | - |
| 25 874 463 980 | - | 25 874 463 980 |

| Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-------------------|-------------|----------------|-------------------|-----------------|
| Initial | Ajustements | Final | | |
| | | - | DNDIP | - |
| | | - | Cadastre | - |
| 4 447 213 449 | | 4 447 213 449 | DNI | (4 447 213 449) |
| 15 797 974 070 | | 15 797 974 070 | DNI | (1 111 377 700) |
| | | - | DNI | - |
| 5 469 472 940 | | 5 469 472 940 | DNT | 486 569 526 |
| | | - | DNT | - |
| | | - | DND/BCRG/BNE | - |
| 152 219 807 | | 152 219 807 | DND | 1 592 740 038 |
| | | - | DND | - |
| 2 134 177 746 | | 2 134 177 746 | CNSS | - |
| | | - | | - |
| | | - | Adm Locales | - |
| | | - | Adm Locales | 1 352 687 553 |
| 28 001 058 012 | - | 28 001 058 012 | | (2 126 594 032) |
| | | - | | - |
| | | - | | - |
| | | - | | - |
| 28 001 058 012 | - | 28 001 058 012 | | - |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration) |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| SAG | |
|-------------|----|
| 000002G | |
| 61-31-00829 | |
| 1. | Or |
| 2. | |

| | |
|----------------------|---------|
| Production (en once) | 321 347 |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|--------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------|-----------------------|
| | | Initial | Ajustements | Final | Initial | Ajustements | Final | | |
| | Paiements directs | | | | | | | | |
| 1 | Avances et Prêts | | | 0 | | | 0 | DNDIP | 0 |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | | | 0 | | | 0 | Cadastre | 0 |
| 3 | Impôt sur les bénéfices | 288 327 675 332 | 3 981 440 970 | 292 309 116 302 | 291 803 593 016 | 590 000 500 | 292 393 593 516 | DNI | -84 477 214 |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | 25 886 985 826 | 173 949 903 | 26 060 935 729 | 19 359 872 601 | 6 701 063 128 | 26 060 935 729 | DNI | 0 |
| 5 | TVA | | | 0 | | | 0 | DNI | 0 |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) | | | 0 | 291 718 746 491 | -291 718 746 491 | 0 | DNT | 0 |
| 7 | Dividendes de l'Etat | 71 002 886 026 | | 71 002 886 026 | 4 552 275 225 | 71 002 886 026 | 75 555 161 251 | DNT | -4 552 275 225 |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | 104 725 244 790 | 12 773 591 | 104 738 018 381 | 104 795 731 902 | | 104 795 731 902 | DND/BCRG/BNE | -57 713 521 |
| 9 | Droits de Douane | 8 062 648 370 | | 8 062 648 370 | 9 788 105 088 | | 9 788 105 088 | DND | -1 725 456 718 |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | | | 0 | | | 0 | DND | 0 |
| 11 | Cotisations CNSS | 2 983 416 012 | 239 906 215 | 3 223 322 227 | 3 223 322 227 | | 3 223 322 227 | CNSS | 0 |
| | Autres contribuions | | | | | | | | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) | | | 0 | | | 0 | Adm Locales | 0 |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | 8 843 369 297 | -4 155 390 873 | 4 687 978 424 | | | 0 | Adm Locales | 4 687 978 424 |
| | Sous-total des paiements directs | 509 832 225 653 | 252 679 806 | 510 084 905 459 | 725 241 646 550 | -213 424 796 837 | 511 816 849 713 | | -1 731 944 254 |
| | Contributions volontaires | | | | | | | | |
| 14 | Contribution au développement local | 3 482 178 760 | | 3 482 178 760 | | | | | |
| 15 | Projets sociaux | 2 519 902 204 | | 2 519 902 204 | | | | | |
| 16 | Autres contributions volontaires | | | 0 | | | | | |
| | Sous-total des contributions volontaires | 6 002 080 964 | 0 | 6 002 080 964 | | | | | |
| | Total Général | 515 834 306 617 | 252 679 806 | 516 086 986 423 | 725 241 646 550 | -213 424 796 837 | 511 816 849 713 | | |

| |
|--|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration) |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| SMD | |
|-------------|-----------|
| 000042P | |
| 19-04-00625 | |
| 1. | Or |
| 2. | |

| | |
|---------------------|-----------|
| Production (grs Br) | 6 718 621 |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|------------------------|-----------------------|------------------------|-------------|------------------------|-------------------|------------------------|
| | | Initial | Ajustements | Final | Initial | Ajustements | Final | | |
| | Paiements directs | | | | | | | | |
| 1 | Avances et Prêts | | | - | | | - | DNDIP | - |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | | | - | | | - | Cadastre | - |
| 3 | Impôt sur les bénéfices | | | - | 111 430 275 | | 111 430 275 | DNI | (111 430 275) |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | 27 733 811 705 | (2 183 754 665) | 25 550 057 040 | 25 550 057 030 | | 25 550 057 030 | DNI | 10 |
| 5 | TVA | | | - | | | - | DNI | - |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) | | | - | | | - | DNT | - |
| 7 | Dividendes de l'Etat | | | - | | | - | DNT | - |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | 69 255 179 752 | | 69 255 179 752 | 70 241 894 148 | | 70 241 894 148 | DND/BCRG/BNE | (986 714 396) |
| 9 | Droits de Douane | | | - | 2 633 705 486 | | 2 633 705 486 | DND | (2 633 705 486) |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | | | - | | | - | DND | - |
| 11 | Cotisations CNSS | 4 134 834 203 | 1 626 654 | 4 136 460 857 | 4 136 460 857 | | 4 136 460 857 | CNSS | - |
| | Autres contribuions | | | | | | | | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) | 611 635 340 | | 611 635 340 | | | - | Adm Locales | 611 635 340 |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | | | - | | | - | Adm Locales | - |
| | Sous-total des paiements directs | 101 735 461 000 | (2 182 128 011) | 99 553 332 989 | 102 673 547 796 | - | 102 673 547 796 | | (3 120 214 807) |
| | Contributions volontaires | | | | | | | | |
| 14 | Contribution au développement local | | | - | | | - | | |
| 15 | Projets sociaux | | | - | | | - | | |
| 16 | Autres contributions volontaires | | | - | | | - | | |
| | Sous-total des contributions volontaires | - | - | - | | | | | |
| | Total Général | 101 735 461 000 | (2 182 128 011) | 99 553 332 989 | 102 673 547 796 | - | 102 673 547 796 | | |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) |
| Numéro d'Identification Fiscale (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| | |
|---------------|--|
| SEMAFO | |
| 000278Y | |
| 12-04-03839 | |
| 1. | |
| 2. | |

| | |
|---------------|--|
| Production () | |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux |
|---|--|
| Paiements directs | |
| 1 | Avances et Prêts |
| 2 | Loyer sur les infrastructures |
| 3 | Impôt sur les bénéfices |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) |
| 5 | TVA |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) |
| 7 | Dividendes de l'Etat |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) |
| 9 | Droits de Douane |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations |
| 11 | Cotisations CNSS |
| Autres contribuions | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) |
| Sous-total des paiements directs | |
| Contributions volontaires | |
| 14 | Contribution au développement local |
| 15 | Projets sociaux |
| 16 | Autres contributions volontaires |
| Sous-total des contributions volontaires | |
| Total Général | |

| Companies du seteur privé | | |
|---------------------------|----------------------|-----------------------|
| Initial | Ajustements | Final |
| | | 0 |
| | | 0 |
| | | 0 |
| 1 883 475 371 | | 1 883 475 371 |
| 8 353 890 244 | | 8 353 890 244 |
| | | 0 |
| | | 0 |
| 10 596 037 325 | 1 110 003 641 | 11 706 040 966 |
| 1 772 454 832 | | 1 772 454 832 |
| | | 0 |
| 571 241 875 | | 571 241 875 |
| | | 0 |
| 84 130 440 | | 84 130 440 |
| 23 261 230 087 | 1 110 003 641 | 24 371 233 728 |
| | | |
| | | 0 |
| | | 0 |
| 0 | 0 | 0 |
| 23 261 230 087 | 1 110 003 641 | 24 371 233 728 |

| Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|--------------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|----------------------|
| Initial | Ajustements | Final | | |
| | | 0 | DNDIP | 0 |
| | | 0 | Cadastre | 0 |
| 222 487 799,00 | -222 487 799,00 | 0 | DNI | 0 |
| 2 994 999 610,00 | -1 111 524 239,00 | 1 883 475 371 | DNI | 0 |
| | | 0 | DNI | 8 353 890 244 |
| | | 0 | DNT | 0 |
| | | 0 | DNT | 0 |
| 11 163 701 066,00 | 895 177 931,00 | 12 058 878 997 | DND/BCRG/BNE | -352 838 031 |
| 1 725 916 823,00 | | 1 725 916 823 | DND | 46 538 009 |
| | | 0 | DND | 0 |
| 571 241 875,00 | | 571 241 875 | CNSS | 0 |
| | | 0 | | |
| | | 0 | Adm Locales | 0 |
| | | 0 | Adm Locales | 84 130 440 |
| 16 678 347 173,00 | -438 834 107,00 | 16 239 513 066 | | 8 131 720 662 |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| 16 678 347 173,00 | -438 834 107,00 | 16 239 513 066 | | |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| Exploitation Artisanale de Diamonds (BNE) | |
|--|---------|
| 1. | Diamant |
| 2. | |

| | |
|----------------|---------|
| Production (En | 333 365 |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|-------------|-------|-------------------|-------------|---------------|-------------------|-----------------|
| | | Initial | Ajustements | Final | Initial | Ajustements | Final | | |
| | Paiements directs | | | | | | | | |
| 1 | Avances et Prêts | | | - | | | - | DNDIP | - |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | | | - | | | - | Cadastre | - |
| 3 | Impôt sur les bénéfices | | | - | | | - | DNI | - |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | | | - | | | - | DNI | - |
| 5 | TVA | | | - | | | - | DNI | - |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) | | | - | | | - | DNT | - |
| 7 | Dividendes de l'Etat | | | - | | | - | DNT | - |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | | | - | 3 458 544 775 | | 3 458 544 775 | DND/BCRG/BNE | (3 458 544 775) |
| 9 | Droits de Douane | | | - | | | - | DND | - |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | | | - | | | - | DND | - |
| 11 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | CNSS | - |
| | Autres contribuions | | | | | | | | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) | | | - | | | - | Adm Locales | - |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | | | - | | | - | Adm Locales | - |
| | Sous-total des paiements directs | - | - | - | 3 458 544 775 | - | 3 458 544 775 | | (3 458 544 775) |
| | Contributions volontaires | | | | | | | | |
| 14 | Contribution au développement local | | | | | | | | |
| 15 | Projets sociaux | | | - | | | | | |
| 16 | Autres contributions volontaires | | | - | | | | | |
| | Sous-total des contributions volontaires | - | - | - | | | | | |
| | Total Général | - | - | - | 3 458 544 775 | - | 3 458 544 775 | | |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| Exploitation Artisanale d'Or (BCRG) | |
|--|----|
| 1. | Or |
| 2. | |

| | |
|---------------------|-----------|
| Production (gramme) | 3 700 789 |
| Production (t) | |

| Taxes | Nomenclature des flux | Companies du seteur privé | | | Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-------|--|---------------------------|-------------|-------|-------------------|-------------|---------------|-------------------|-----------------|
| | | Initial | Ajustements | Final | Initial | Ajustements | Final | | |
| | Paiements directs | | | | | | | | |
| 1 | Avances et Prêts | | | - | | | - | DNDIP | - |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | | | - | | | - | Cadastre | - |
| 3 | Impôt sur les bénéfices | | | - | | | - | DNI | - |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | | | - | | | - | DNI | - |
| 5 | TVA | | | - | | | - | DNI | - |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) | | | - | | | - | DNT | - |
| 7 | Dividendes de l'Etat | | | - | | | - | DNT | - |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | | | - | 4 593 525 413 | | 4 593 525 413 | DND/BCRG/BNE | (4 593 525 413) |
| 9 | Droits de Douane | | | - | | | - | DND | - |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | | | - | | | - | DND | - |
| 11 | Cotisations CNSS | | | - | | | - | CNSS | - |
| | Autres contributions | | | | | | | | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) | | | - | | | - | Adm Locales | - |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | | | - | | | - | Adm Locales | - |
| | Sous-total des paiements directs | - | - | - | 4 593 525 413 | - | 4 593 525 413 | | (4 593 525 413) |
| | Contributions volontaires | | | | | | | | |
| 14 | Contribution au développement local | | | | | | | | |
| 15 | Projets sociaux | | | - | | | | | |
| 16 | Autres contributions volontaires | | | - | | | | | |
| | Sous-total des contributions volontaires | - | - | - | | | | | |
| | Total Général | - | - | - | 4 593 525 413 | - | 4 593 525 413 | | |

| |
|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) |
| Numéro employeur (CNSS) |
| Type de produit extrait |

| | |
|------------------|--|
| RIO TINTO | |
| 000071 D | |
| 34-04-03736 | |
| 1. | |
| 2. | |

| | |
|---------------|--|
| Production () | |
| Production () | |

| Taxes | Nomenclature des flux |
|---|--|
| Paiements directs | |
| 1 | Avances et Prêts |
| 2 | Loyer sur les infrastructures |
| 3 | Impôt sur les bénéfices |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) |
| 5 | TVA |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) |
| 7 | Dividendes de l'Etat |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) |
| 9 | Droits de Douane |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations |
| 11 | Cotisations CNSS |
| Autres contributions | |
| 12 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) |
| 13 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) |
| Sous-total des paiements directs | |
| Contributions volontaires | |
| 14 | Contribution au développement local |
| 15 | Projets sociaux |
| 16 | Autres contributions volontaires |
| Sous-total des contributions volontaires | |
| Total Général | |

| Companies du seteur privé | | |
|---------------------------|---------------------|-----------------------|
| Initial | Ajustements | Final |
| | | - |
| | | - |
| 1 326 783 621 | | 1 326 783 621 |
| 14 290 228 905 | | 14 290 228 905 |
| 4 833 918 672 | | 4 833 918 672 |
| 48 045 312 | (48 045 312) | - |
| | | - |
| | | - |
| | | - |
| 1 733 536 523 | | 1 733 536 523 |
| | | - |
| 299 688 361 | | 299 688 361 |
| 22 532 201 394 | (48 045 312) | 22 484 156 082 |
| | | - |
| | | - |
| | | - |
| - | - | - |
| 22 532 201 394 | (48 045 312) | 22 484 156 082 |

| Agences de l'Etat | | | Agences de l'Etat | Diff. Final |
|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------------|----------------------|
| Initial | Ajustements | Final | | |
| | | - | DNDIP | - |
| | | - | Cadastre | - |
| 559 700 196 | | 559 700 196 | DNI | 767 083 425 |
| 12 224 662 259 | | 12 224 662 259 | DNI | 2 065 566 646 |
| | | - | DNI | 4 833 918 672 |
| | | - | DNT | - |
| | | - | DNT | - |
| | | - | DND/BCRG/BNE | - |
| | | - | DND | - |
| | | - | DND | - |
| 1 312 263 304 | | 1 312 263 304 | CNSS | 421 273 219 |
| | | - | Adm Locales | - |
| | | - | Adm Locales | 299 688 361 |
| 14 096 625 759 | - | 14 096 625 759 | | 8 387 530 323 |
| | | - | | - |
| | | - | | - |
| | | - | | - |
| | | - | | - |
| 14 096 625 759 | - | 14 096 625 759 | | 8 387 530 323 |

Annexe 5 : Formulaire de déclaration ITIE Guinée

République de Guinée
Travail - Justice - Solidarité



FORMULAIRE DE DECLARATION (Paiements / Recettes)

Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre (XXXX)

| | | | |
|--|---|--------------|---|
| Nom de l'entité (Entreprise / Administration publique) | 0 | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 0 | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 0 | | |
| Type de produit extrait | 0 | Qté en UNITE | |
| Formulaire préparé par | 0 | Fonction | 0 |
| Adresse email | 0 | Tél. | 0 |

| Réf | Nomenclature des flux | Payé à | Paiements / Recettes (*) | | Commentaires |
|--|--|--------------|--------------------------|-----|--------------|
| | | | GNF | USD | |
| Paiements directs | | | | | |
| 1 | Avances et Prêts | DNDIP | | | |
| 2 | Loyer sur les infrastructures | Cadastre | | | |
| 3 | Impôt sur les bénéfices | DNI | | | |
| 4 | Retenues sur salaires (RTS, VF & TA) | DNI | | | |
| 5 | TVA | DNI | | | |
| 6 | Taxes minière (Bauxite & Alumine) | DNT | | | |
| 7 | Dividendes de l'Etat | DNT | | | |
| 8 | Taxe à l'exportation (Or & Diamant) | DND/BCRG/BNE | | | |
| 9 | Droits de Douane | DND | | | |
| 10 | Taxes d'enregistrement sur les importations | DND | | | |
| 11 | Cotisations CNSS | CNSS | | | |
| Sous-total des paiements directs | | | - | - | |
| Autres contributions | | | | | |
| 12 | Contribution au développement local | | | | |
| 13 | Taxes sur le Chiffre d'Affaires - TCA (0.4%) | | | | |
| 14 | Impôts locaux (Patente, CFU, Redevance superficière) | | | | |
| 15 | Projets sociaux | | | | |
| 16 | Autres contributions volontaires | | | | |
| Sous-total des autres contributions | | | - | - | |
| Total Général | | | - | - | |

(*) Les montants des paiements/recettes doivent être conformes aux totaux par taxe dans le tableau du détail des paiements.

Attestation de la Direction de l'entité déclarante

Je soussigné pour et au nom de l'entité déclarante que les informations contenues dans la déclaration ci-attachée sont correctes et fiables. Je confirme particulièrement que:

- ✓ 1. Les informations relatives aux montants payés/perçus sont complètes et ont été fidèlement extraites des données comptables de l'entité;
- ✓ 2. Tous les montants payés/perçus sont appuyés par des quittances authentiques et sont appuyés par des pièces justificatives probantes;
- ✓ 3. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues avant le 1 janvier ou après le 31 décembre de l'exercice concerné;
- ✓ 4. La classification des montants payés/perçus est correcte au niveau des différentes taxes;
- ✓ 5. Les montants déclarés ne contiennent pas des sommes payées/perçues pour le compte d'autres entités;
- ✓ 6. Les montants déclarés sont exclusivement liés à des sommes payées/perçues par l'entité;
- ✓ 7. Les comptes de l'entité ont été audités selon les normes internationales et aucune réserve à caractère fiscal et social n'a été émise.

Nom _____

Position _____

Signature et cachet _____

Nous attachons à cette déclaration le détail des taxes payées/perçues (voir détail des taxes joint)

Certification d'audit

Je soussigné, auditeur externe, certifie avoir examiné la présente déclaration de l'entité déclarante et je confirme que j'ai vérifié la fiabilité et l'exactitude des données de paiements/recettes incluses dans la présente déclaration et atteste qu'elles sont conformes aux données comptables de l'entité.

Sur la base de cet examen nous certifions que nous n'avons pas relevé d'anomalies pouvant remettre en cause la fiabilité et l'exactitude des informations divulguées dans la présente déclaration.

Nom _____

Adresse _____

Position _____

Nom du cabinet / structure d'audit _____

Signature et cachet _____

République de Guinée
Travail - Justice - Solidarité



DETAIL DES PAIEMENTS / RECETTES DIRECTS

Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre XXXX

| | | | |
|--------------------------------------|---|----------|---|
| Nom de l'entité | 0 | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 0 | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 0 | | |
| Formulaire préparé par | 0 | Fonction | 0 |
| Adresse email | 0 | Tél. | 0 |

| Date de paiement | Montant GNF | Montant USD | N° du reçu/quittance | Nomenclature des flux | Payé à |
|------------------|-------------|-------------|----------------------|-----------------------|--------|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Total | - | - | | | |

République de Guinée
Travail - Justice - Solidarité



DETAIL DES AUTRES CONTRIBUTIONS

Période couverte : 1^{er} janvier au 31 décembre XXXX

| | | | |
|--------------------------------------|---|----------|---|
| Nom de l'entité | 0 | | |
| Numéro d'Identification Fiscal (NIF) | 0 | | |
| Numéro employeur (CNSS) | 0 | | |
| Formulaire préparé par | 0 | Fonction | 0 |
| Adresse email | 0 | Tél. | 0 |

| Date | Type de la contribution | Payé à | Montant GNF | Montant USD |
|------|-------------------------|--------------|-------------|-------------|
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | Total | - | - |

Annexe 6 : Personnes contactées ou concernées par la réconciliation**Réconciliateur – Moore Stephens LLP**

| | |
|---------------------|----------------------------------|
| Paul STOCKTON | Associé |
| Tim WOODWARD | Associé |
| Ben TOORABALLY | Directeur de Mission |
| Radhouane BOUZAIANE | Senior Manager / Chef de Mission |
| Karim LOURIMI | Auditeur Senior |
| Karim GHEZAIEL | Auditeur Senior |

Sécretariat Exécutif ITIE

| | |
|--------------------|------------------------------|
| Mamadou DIABY | Secrétaire Exécutif |
| Abdoulaye SOUMAH | Responsable Passation Marché |
| Sékou Amadou DRAME | Comptable |
| Fodé TOURE | Assistant Administratif |

Banque Mondiale

| | |
|---------------|---|
| Chérif Diallo | Ingénieur Consultant – Mining Sector & ITIE |
|---------------|---|

Société Civile

| | |
|--------------------------|--|
| Aboubacar Akoumba Diallo | Membre du Comité de Pilotage-Représentant de la Société Civile |
|--------------------------|--|

Direction Nationale de l'impôt

| | |
|---------------|-----------------------|
| Michel Camara | Inspecteur des Impôts |
|---------------|-----------------------|

Secrétariat Internationale ITIE

| | |
|--------------|--|
| Tim BITTIGER | Directeur Régional-Afrique francophone |
|--------------|--|

Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières

| | |
|---------------|---------------------------|
| Moussa Camara | Directeur Général Adjoint |
|---------------|---------------------------|

Direction Nationale du Patrimoine de l'Etat et des Investissements Privés

| | |
|------------------------|--|
| Ibrahima Kalil Sangaré | Administrateur Civil-Chef de Division Gestion Financière du Patrimoine de l'Etat |
|------------------------|--|

Sociétés Extractives

| | |
|-----|---|
| CBG | Mr Ablal Dialla (Directeur Strategie et Developpement) |
| CBG | Mr Pierre Dominique Traore (Responsable Fiscalité) |
| CBK | Mr Ahmed Macka Balde (Chef Comptable Adjoint) |